

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N°4 / DÉCEMBRE 2014
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

Gouvernance locale

Pour une meilleure
vie sur place

Roms bulgares : émigrer
pour échapper à la pauvreté

Afghanistan : quel avenir
après le retrait des troupes ?

Sommaire

DOSSIER



GOVERNANCE LOCALE

6 Transfert de pouvoir aux communes et aux régions

La bonne gestion des affaires publiques au niveau local revêt une importance croissante depuis quelques années dans la coopération au développement

9 Quand les pauvres sont aux commandes

Au Bangladesh, un programme vise à promouvoir la gouvernance locale en tenant compte des besoins des pauvres

12 La « loi maudite »

Un processus radical de décentralisation offre de nouvelles possibilités aux municipalités boliviennes, tout en leur posant de grands défis

14 Apprendre à s'investir et à faire confiance

En Albanie, la Suisse soutient la mise sur pied de nouvelles structures politiques et juridiques au niveau communal

15 Il ne suffit pas aux États d'être transparents

Entretien avec le sociologue sud-africain Colm Allan, spécialiste de la gouvernance

17 Faits et chiffres

HORIZONS



18 Les Roms, perdants de la démocratisation

L'adhésion à l'UE n'a guère amélioré la situation précaire des Roms en Bulgarie. Beaucoup d'entre eux émigrent.

21 Sur le terrain avec...

Mattia Poretti, chef du bureau de la contribution suisse à Sofia

22 Une station de réanimation pour l'espoir

Le Bulgare Anton Andonov évoque l'abondance de biens et l'espoir perdu dans son pays

DDC



23 Un réseau pour protéger les jeunes migrants

Chaque année, plusieurs dizaines de milliers de mineurs se déplacent en Afrique de l'Ouest. Ils sont exposés à toutes sortes d'abus.

24 Reprendre pied après le tsunami et la guerre

Au nord du Sri Lanka, de nombreuses familles de pêcheurs reviennent dans leurs villages. La DDC les aide à prendre un nouveau départ.

FORUM



27 Quel avenir pour l'Afghanistan ?

Marianne Huber, cheffe du bureau de coopération de la DDC à Kaboul, évoque le retrait des troupes internationales

30 Mes chaussures « muettes » sur la vieille neige gelée

Carte blanche : la Mongole Gangaamaa Purevdorj Delgerinkhen raconte comment la sagesse lui a été chuchotée

CULTURE



31 Regards croisés sur la coopération

L'aide au développement vue par des caricaturistes suisses et africains

3 Éditorial

4 Périscope

26 DDC interne

34 Service

35 Coup de cœur avec Maja Hürst

35 Impressum

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



Marathon de la Jungfrau et rencontres à venir

Quand vous tiendrez entre vos mains ce numéro d'*Un seul monde*, chers lecteurs et lectrices, j'aurai pris depuis quelques semaines déjà mes nouvelles fonctions de directeur de la DDC. Le délai fixé pour la remise de ces lignes a cependant pour effet qu'au moment de leur rédaction, je me trouve encore dans mon bureau de l'ambassade de Suisse à Washington. Debout à mon pupitre, une position qui ménage le dos, je contemple le carrefour de la 28^e rue et de Cathedral Avenue, baigné par un soleil de plomb. Au sens figuré, mon regard porte vers un avenir professionnel encore à l'état d'ébauche, quoique déjà bien défini.

Je sais en tout cas une chose concernant le travail quotidien d'un directeur de la DDC : il est vaste et varié. Les tâches et les défis inhérents à la coopération internationale me sont également familiers pour l'essentiel. On a pu lire dans certains journaux que ma nomination « suscite des craintes ». Je peux affirmer en toute tranquillité qu'elle n'a pas provoqué cet effet sur moi. Toutefois, je me rends bien compte que mes premiers mois d'apprentissage ressembleront au Marathon de la Jungfrau.

Personnellement, j'apporte 26 ans d'expérience en tant que diplomate, une formation en droit, une activité professionnelle dans deux systèmes juridiques, l'habitude des négociations, les compétences spécifiques d'un ancien directeur exécutif de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, ainsi qu'une activité toute récente d'enseignement à la Duke Law School.

Vous comprendrez qu'au vu de ma position actuelle – sur la courbe d'apprentissage, mais encore dans un bureau situé entre le zoo de Washington et la cathédrale nationale –, il serait quelque peu présomptueux d'annoncer des mois à l'avance mes priorités à la tête

de la DDC. On peut imaginer cependant que je commencerai par faire la connaissance des acteurs et des partenaires de la coopération internationale. Il s'agit en premier lieu de mes futurs collaboratrices et collaborateurs, à qui la DDC doit son excellente réputation. Mais ce sont aussi les nombreux milieux intéressés dans le reste de l'administration, la société civile, le monde politique et l'économie. Je me réjouis tout particulièrement de ces rencontres professionnelles et personnelles.

La nature cyclique de notre coopération internationale veut que je devrai également m'occuper dès le départ des questions stratégiques à formuler pour le message concernant la coopération internationale 2017-2020. Comme me le confirment mes collègues américains, l'efficacité et l'intégrité du travail fourni par la DDC sont tenues en haute estime à l'échelle internationale. Cela plaide en faveur du maintien, pour l'essentiel, du cap adopté jusqu'ici. D'un autre côté, l'élaboration d'une base conceptuelle offrira l'occasion de dresser un état des lieux et, si nécessaire, de s'adapter aux nouvelles circonstances.

C'est un grand privilège de pouvoir m'atteler à ces tâches importantes et passionnantes. Je remercie le Conseil fédéral de la confiance qu'il m'a accordée.

Manuel Sager
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Périscope



Naitali Hilger / laif

Petits, mais très polluants

(bf) Dans de nombreuses villes d'Asie, d'Afrique ou d'Europe méridionale, ce ne sont pas les voitures ou les camions qui constituent la source la plus importante de poussières fines et autres polluants atmosphériques, mais les cyclomoteurs à deux temps. Pourtant, ces deux-roues ne représentent qu'une fraction limitée du volume de trafic routier. Tel est le résultat étonnant de l'étude menée par une équipe internationale de chercheurs sous la direction de l'Institut Paul Scherrer (PSI). Ces émissions élevées sont dues aux caractéristiques de la combustion dans les moteurs à deux temps et aux normes encore trop peu sévères pour cette catégorie de véhicules. Des mesures effectuées en Chine sont révélatrices à cet égard. Dans la ville de Guangzhou, les concentrations d'hydrocarbures aromatiques dans l'atmosphère ont baissé de plus de 80% depuis l'interdiction des cyclomoteurs à deux temps en 2005. La ville de Dongguan, située seulement 60 km plus loin, n'a pas encore banni ces véhicules. Elle enregistre des concentrations plus importantes qu'à Guangzhou, alors que le trafic y est faible en comparaison.

www.psi.ch, « cyclomoteurs »

Le bulletin météo des fourmis rouges

(jls) La capacité de prédire le temps est vitale pour les paysans et les éleveurs, en particulier dans le contexte du changement climatique. En Tanzanie, un projet pilote veut améliorer l'accès aux informations météorologiques dans les zones rurales, en combinant les méthodes traditionnelles et modernes de prévision. Il est réalisé par l'Agence météorologique de Tanzanie

(TMA), en collaboration avec une ONG locale et l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), à Londres. Les experts comparent les prévisions officielles avec celles des communautés locales, qui sont basées sur le savoir ancestral. Ainsi, les agriculteurs du village de Sakala, dans le district de Ngorongoro, observent le mouvement des fourmis rouges, la floraison des manguiers, la migration des ter-

mites ou la couleur du ciel. « Au cours des trois dernières saisons, nous avons constaté que ces prédictions étaient précises à plus de 80% », relève Isaac Yonah, un cadre de la TMA. Le but du projet est de produire des prévisions unifiées et mieux adaptées aux besoins des agriculteurs. www.iied.org, « climate forecast »

L'ADN de la mouche tsé-tsé décodé

(jls) Une équipe internationale de 146 chercheurs, travaillant dans 18 pays, a réussi à déchiffrer le code génétique de la mouche tsé-tsé. Cette dernière transmet deux affections parasitaires potentiellement mortelles : la trypanosomiase humaine africaine, communément appelée « mala-



Philippe Blanchet / hermits / laif

die du sommeil», et la trypanosomiase du bétail ou nagana. Les scientifiques espèrent que les données découvertes permettront de mettre au point des stratégies susceptibles d'éradiquer la mouche tsé-tsé. Il n'existe en effet aucun vaccin, ni pour l'homme, ni pour le bétail. Lutter contre le vecteur de la maladie demeure le seul moyen de stopper sa propagation.

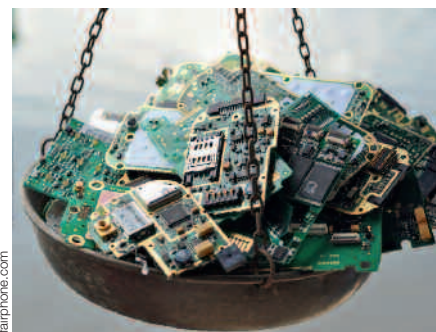
« L'absence d'une carte complète du génome de la mouche tsé-tsé constituait un obstacle majeur à l'identification de ses vulnérabilités », indique Serap Aksoy, professeure d'épidémiologie à l'Université de Yale et coauteure de l'étude. Le séquençage du génome a duré dix ans en raison de la biologie très particulière de l'insecte, mais aussi du manque de fonds alloués à la recherche sur la trypanosomiase. www.who.org, « tsetse genome »

Sonnette d'alarme pour militants en danger

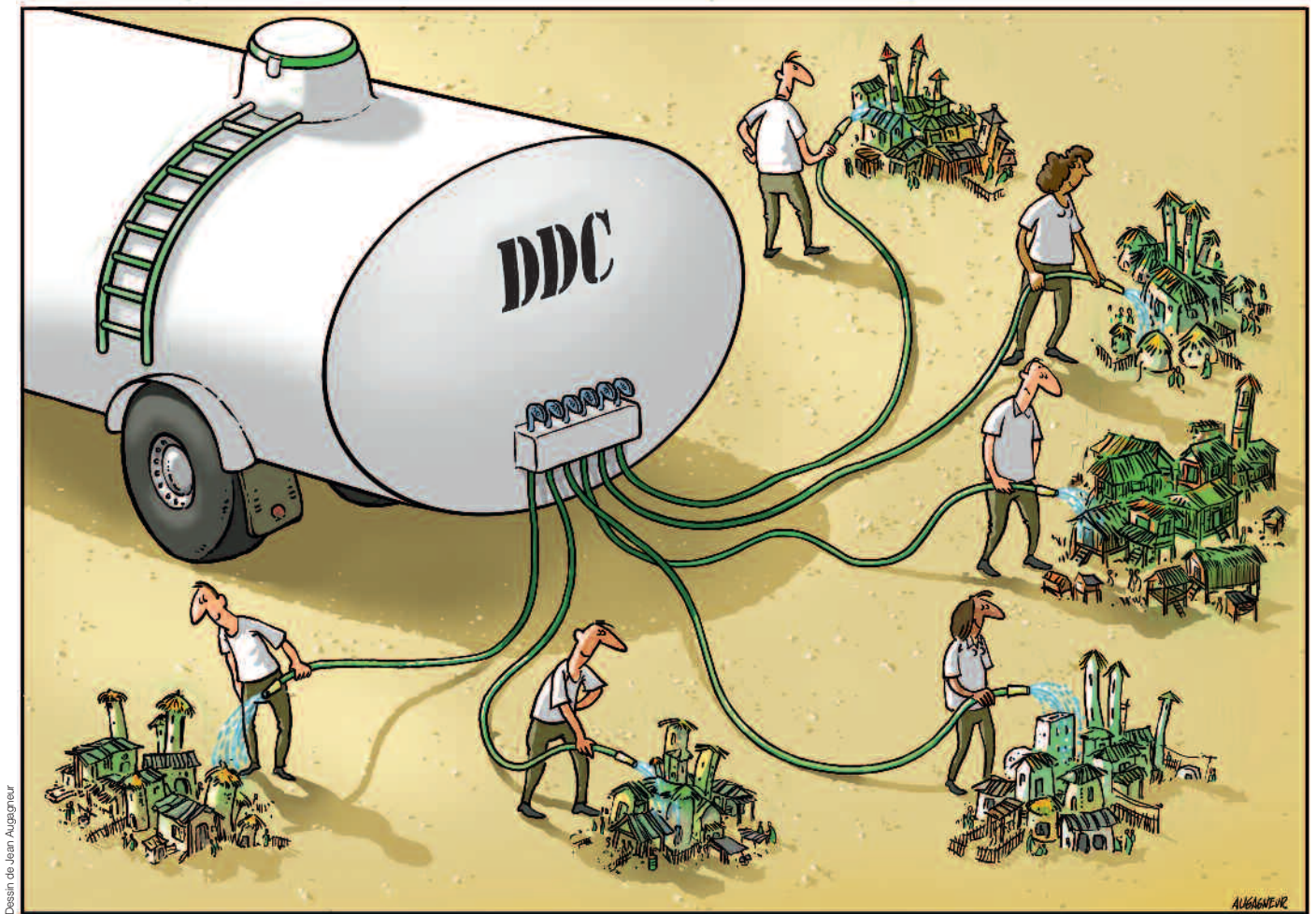
(jls) Dans de nombreux pays, les défenseurs des droits de l'homme risquent constamment d'être emprisonnés, enlevés ou torturés. Lorsque cela se produit, il est crucial que leur réseau puisse réagir rapidement. L'organisation Amnesty International a lancé en mai dernier l'application « Bouton d'urgence » qui permet aux militants en danger d'alerter discrètement leurs collègues. Ce nouvel outil transforme le téléphone de l'utilisateur en une sonnette d'alarme secrète. En cas d'urgence, il suffit d'appuyer sur une touche et un SMS de détresse est envoyé à trois contacts prédéfinis. « Il est effrayant de découvrir qu'un militant est détenu depuis des mois sans que personne n'en sache rien ou n'agisse pour sa libération. Nous espérons que, grâce au Bouton d'urgence, les cas de détention illégale ne passeront plus inaperçus au Soudan », a déclaré Ibrahim Alsaifi. Ce militant soudanais a participé à la phase de test, qui s'est déroulée pendant plusieurs mois en Amérique latine, aux Philippines et en Afrique de l'Est. Selon lui, toutes les personnes qui courent des risques en raison de leur travail devraient installer cette application sur leur téléphone. www.panicbutton.io

Téléphoner proprement

(mw) Chaque téléphone portable renferme des métaux pré-



fairphone.com



Dessin de Jean-Augagneur

cieux et rares – or, argent, indium, thulium ou lutécium. Ces matières premières sont extraites en grande partie dans des pays en développement – souvent dans de mauvaises conditions de travail et avec des répercussions désastreuses sur l’environnement. C’est pourquoi une entreprise hollandaise a lancé cette année le *fairphone*, un téléphone dont les composants proviennent de sources aussi équitables que possible. L’appareil ne peut pas encore se prévaloir d’une chaîne d’approvisionnement tout à fait irréprochable. La société productrice admet d’ailleurs les lacunes actuelles. Contrairement à d’autres fabricants, elle fait preuve d’une parfaite transparence et publie sur son site Internet les améliora-

tions nécessaires. Le *fairphone* est conçu pour durer. Un programme de réparation et de recyclage augmente encore son bilan en matière de durabilité. Cela aussi constitue plutôt une exception sur ce marché de l’éphémère.
www.fairphone.com

Espérance de vie en hausse

(bf) Un garçon né dans un pays industrialisé vivra probablement seize ans de plus que s’il avait vu le jour dans un pays en développement. Chez les filles, la différence se monte même à 19 ans. Ces chiffres sont tirés des *Statistiques sanitaires mondiales 2014*, publiées par l’Organisation mondiale de la santé. En Afrique subsaharienne, les causes d’une longévité moindre sont notam-



Tom Koene / fair

ment certaines maladies infectieuses, comme le sida, la tuberculose et la malaria, ainsi que la mortalité infantile, toujours élevée. Le niveau de l’espérance de vie à l’échelle mondiale a nette-

ment progressé en l’espace de deux décennies : les enfants nés en 2012 vivront en moyenne six ans de plus que ceux nés en 1990 ; les filles atteindront statistiquement 73 ans et les garçons 68. Ce sont les pays en développement qui ont fait les plus grands progrès : l’espérance de vie moyenne y a augmenté de neuf ans ; elle se monte à 63 ans pour les filles nées en 2012 et à 60 ans pour les garçons.
www.who.int, « *Statistiques sanitaires mondiales 2014* »

Transfert de pouvoir aux communes et aux régions

Démocratisation, décentralisation et bonne gouvernance : ces trois objectifs jouent un rôle essentiel dans la coopération suisse au développement. Depuis quelque temps, celle-ci accorde une importance croissante à la promotion de la bonne gestion des affaires publiques au niveau local. De Mirella Wepf.



Markus Kirchgesner / laif

Un peu partout dans le monde – ici à Java, en Indonésie –, des municipalités offrent aux citoyens la possibilité de régler toutes leurs démarches administratives (par exemple pour la création d'une entreprise) auprès d'un guichet unique.

L'Indonésie, la Colombie, le Niger et d'autres pays ont entamé un processus qui confère davantage de compétences aux communes et aux régions. Cette tendance, que l'on observe dans le monde entier, n'est pas sans effet sur la coopération au développement. Depuis le début des années 90, les États sont toujours plus nombreux à solliciter le soutien de la Banque mondiale et d'autres donateurs, afin de mettre en œuvre des mesures de décentralisation. De tels processus accroissent les exigences de qualité auxquelles doivent satisfaire les communes et les gouvernements régionaux. Voilà pourquoi la bonne gestion des affaires publiques locales – ou « gouvernance locale » dans le jargon de la coopération – est devenue ces dernières années une notion clé de la politique de développement.

«La communauté des bailleurs de fonds est aujourd'hui unanime pour dire que les autorités régionales et communales sont la pierre angulaire de la lutte contre la pauvreté», affirme Corinne Huser, conseillère en matière de démocratisation, de décentralisation et de gouvernance locale à la DDC. On part de l'idée que la délégation de responsabilités à des unités administratives infranationales permettra de mieux répondre aux besoins de la population.

Tendance internationale à la décentralisation

La décentralisation représente une multitude de nouvelles tâches pour les gouvernements locaux. Il s'agit par exemple d'introduire un système fiscal

équitable, de faire participer les analphabètes aux décisions démocratiques, de verser régulièrement les rentes de veuve ou d'éliminer les déchets dans le respect de l'environnement. Or, la mise en place de processus administratifs et politiques fiables représente un travail énorme qui dépasse les capacités de nombreuses autorités communales et régionales. Des organisations internationales et de nombreux pays donateurs ont lancé des programmes de soutien à ces administrations.

Parmi les acteurs multilatéraux qui mettent particulièrement l'accent sur la gouvernance locale, on compte notamment le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds

concorde avec le programme national de réforme. La gouvernance locale joue aussi un rôle important dans des projets isolés.»

La mise sur pied d'un réseau local d'adduction d'eau, par exemple, ne comporte pas que des aspects techniques. Il faut élaborer un modèle de financement pour que les ménages les plus pauvres puissent aussi s'approvisionner en eau potable.

En matière de décentralisation et de gouvernance locale, la DDC se concentre de manière générale sur les domaines suivants : formation des membres des gouvernements locaux et des collaborateurs de l'administration ; soutien à l'organisation d'élections et d'autres processus de consultation ; encou-



Johann Rousselot / laif

En Tunisie, la DDC soutient des radios locales indépendantes. Ces médias peuvent jouer un rôle important, en se faisant les porte-parole de la population et en suivant d'un œil critique l'action du gouvernement.

des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) et la Commission européenne. Parmi les bailleurs de fonds nationaux, les plus actifs en la matière sont les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les pays scandinaves.

La Suisse s'est également acquise une bonne renommée en soutenant les efforts de développement au niveau local. Elle œuvre dans ce domaine depuis des décennies : au début, son action se déployait essentiellement au Sud, mais, depuis l'ouverture politique à l'Est, ce thème occupe aussi une place de choix dans sa coopération avec les pays d'Europe de l'Est. « Presque chaque stratégie par pays de la DDC comprend des éléments destinés à renforcer la bonne gestion des affaires locales », souligne Corinne Huser. « Il est essentiel que notre travail

agement d'initiatives citoyennes ; renforcement des mécanismes servant à vérifier la bonne gestion des affaires publiques. Viennent s'y ajouter des contributions financières à la réalisation de projets communaux d'investissement et au dialogue politique avec l'État central, afin d'améliorer le contexte général. Selon M^{me} Huser, « la bonne gouvernance locale passe par une délégation claire des compétences et une répartition appropriée des ressources ». Dans bon nombre de pays, c'est là un point crucial : sans moyens suffisants, les autorités locales ne sont pas en mesure de fournir les prestations escomptées. « Les communes se voient certes attribuer davantage de responsabilités, mais le transfert des moyens financiers ne suit pas », ajoute la spécialiste de la DDC.

Réseau de donateurs

En matière de décentralisation et de gouvernance locale, la DDC échange régulièrement des connaissances avec d'autres agences de développement et des organisations multilatérales. Elle le fait notamment dans le cadre de l'OCDE et du Groupe de travail sur la décentralisation et la gouvernance locale (DeLoG), lequel réunit 28 bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. À l'interne, elle réserve aussi une grande place aux échanges. Le réseau Promotion de la démocratie, de la décentralisation et de la gouvernance locale regroupe des collaborateurs de la DDC, des organisations partenaires qui mettent en œuvre ses projets, ainsi que des spécialistes de divers centres de compétences nationaux et étrangers. Il compte au total 220 membres.

www.delog.org
www.sdc-decentralization.net

Renforcer les organisations de la société civile

Pour être durable, le développement local n'exige pas seulement des autorités efficaces, mais aussi la coresponsabilité des citoyens et la possibilité de recourir aux tribunaux pour faire valoir ses droits. Au Tadjikistan, la DDC appuie ainsi des centres de consultation juridique, afin que les citoyens aient un

locales recèle toutefois aussi des risques, relève Corinne Huser : « Comment prévenir, par exemple, l'apparition de nouvelles élites et éviter que les groupes marginaux défavorisés soient finalement laissés de côté ? » Le plus souvent, cependant, le renforcement de la société civile accroît la confiance et conduit à un dialogue constructif avec les autorités.



Pierrre-Yves Chinet/laif

La décentralisation, un élément clé

L'Ukraine a acquis son indépendance en 1991. Six ans plus tard, la Suisse a conclu avec ce pays un accord de coopération technique, économique et humanitaire. Le conflit actuel a mis en lumière l'un des projets bilatéraux, consacré à la décentralisation. Le Swiss-Ukrainian Decentralisation Support Project (Despro) aide les communes rurales à réhabiliter leur réseau d'adduction d'eau et à améliorer la gestion des déchets. Il soutient aussi les efforts de réforme au niveau national. Ainsi, il a contribué à l'élaboration de la loi sur la coopération des collectivités territoriales, adoptée en juin dernier par le Parlement. Le président ukrainien Petro Porochenko, arrivé au pouvoir début juin, a fait de la décentralisation un élément clé de sa politique.

www.despro.org.ua/en

L'appui à des organisations de la société civile, comme ce groupement de femmes au Pérou, peut promouvoir la coresponsabilité des citoyens et contribuer à un développement local durable.

meilleur accès à la justice. Les médias indépendants peuvent aussi jouer un rôle crucial en se faisant les porte-parole de la population et en suivant d'un œil critique l'action du gouvernement. « La DDC soutient souvent des stations de radio locales et d'autres organes de presse, comme en Tunisie et en Tanzanie », explique Corinne Huser.

Nombre de programmes financés par la DDC ont pour objectif central de renforcer les organisations de la société civile : groupements de femmes, syndicats, ONG, associations d'enseignants et bien d'autres organismes issus d'initiatives citoyennes. « Même au niveau local, il faut des acteurs qui plaident la cause des groupes les plus faibles de la société », note M^{me} Huser. Ces intervenants doivent être en mesure de traiter d'égal à égal avec les représentants des autorités communales et provinciales. « Plus une organisation est à l'aise avec les processus locaux de planification et de budgétisation, plus elle a de chances de faire entendre ses préoccupations. »

Le soutien apporté à des organisations citoyennes

Qui reste à la campagne ?

La communauté internationale négocie actuellement l'agenda qui fera suite aux Objectifs du Millénaire pour le développement après 2015. Avec d'autres donateurs, la Suisse plaide pour que le renforcement de la bonne gestion des affaires locales y figure en bonne place.

Dans ce contexte, il importe de mettre l'accent sur l'urbanisation. En 2008, la population des villes a dépassé pour la première fois celle des campagnes au niveau mondial. Les régions urbaines réclament dès lors une plus grande marge de manœuvre, car elles sont responsables du développement économique, écologique et social. « La migration vers les villes engendre cependant aussi des problèmes dans les zones rurales », relève Corinne Huser. « Les personnes capables d'assurer la survie des communes, c'est-à-dire les citoyens jeunes et bien formés, commencent à faire défaut dans les campagnes. Les défis à relever sont donc de taille. » ■

(De l'allemand)

Quand les pauvres sont aux commandes

Promouvoir une bonne gestion des affaires publiques au niveau local, qui tienne compte en particulier des besoins des populations pauvres : tel est l'objectif prioritaire du programme Sharique que la Suisse a lancé au Bangladesh en 2006. Les premiers résultats sont réjouissants.



Jens Engel / Helvetas Swiss Intercorperation

Une affiche simple, qui recourt à des symboles, permet également aux analphabètes de donner leur avis sur le fonctionnement de l'administration communale.

(mw) Parfois, il n'est pas nécessaire de faire de longues phrases pour évaluer une administration communale : une coche à côté d'un smiley suffit. Lorsque l'équipe du programme Sharique intervient dans une commune, elle commence par évaluer la gestion des affaires publiques. Les habitants sont alors amenés à se poser une série de questions. Puis-je facilement obtenir un acte de naissance pour mon enfant ? Le guichet de l'administration respecte-t-il ses heures d'ouverture ? Avons-nous déjà payé des impôts ?

Les défis du système de castes

Le processus d'évaluation mise beaucoup sur la par-

ticipation. Cela peut paraître simple, mais dans la pratique, il y a beaucoup d'obstacles à surmonter. « Dans la société musulmane du Bangladesh, les femmes ont un droit de codécision relativement mince », explique Corinne Huser, qui était responsable de Sharique au bureau de coopération de la DDC à Dhaka en 2006. D'autres défis sont liés aux structures très hiérarchisées et au système de castes. Si celui-ci est moins apparent qu'en Inde, il joue néanmoins un rôle crucial dans le tissu social. Dans un tel contexte, l'intégration des groupes de population les plus pauvres exige beaucoup de doigté. Les activités entreprises semblent toutefois y parvenir. Le programme Sharique, mis en œuvre



Jens Engeli / Helvetas Swiss Intercooperation

Les autorités locales travaillent dans des conditions parfois très difficiles, notamment pendant la mousson. Beaucoup d'entre elles n'ont même pas de salle de réunion. Grâce au programme Sharique, de nombreuses communes disposent désormais de locaux appropriés, comme ce bâtiment.

par Helvetas Swiss Intercooperation, a déjà engrangé de nombreux succès.

Tendance centralisatrice

Le Bangladesh est subdivisé en sept provinces, 64 districts, 481 arrondissements (*upazilas* ou *thanas*), environ 4500 unions de communes et 87 000 villages. « Historiquement, le pays possède une organisation très centralisée », note Melina Papageorgiou, membre de l'équipe qui gère aujourd'hui les quinze projets de gouvernance locale réalisés par la DDC au Bangladesh.

Le gouvernement central actuel est favorable à la décentralisation, mais le système souffre encore de nombreuses faiblesses, précise M^{me} Papageorgiou : « Les autorités locales jouent certes un rôle plus important que par le passé en matière d'approvisionnement en eau. Dans les domaines de la santé et de l'éducation, par contre, les compétences relèvent toujours de l'État central. Les décisions relatives au nombre d'enseignants ou de bâtiments scolaires se prennent à l'échelon national. Quant aux finances, autre point faible, elles sont pour l'essentiel gérées au niveau central. »

La loi attribue pourtant toutes sortes de responsabilités aux échelons locaux de l'administration, soit aux *upazila parishads* (conseils d'arrondissement) et aux *union parishads* (conseils d'union). Ces derniers sont notamment chargés d'assurer l'ordre et la sécurité, d'administrer la justice (règlements de dif-

férends), de construire et d'entretenir les routes, et de verser l'aide sociale. Beaucoup d'*union parishads* sont cependant bien incapables d'assumer toutes ces tâches.

Guide destiné aux politiciens et aux citoyens

Corinne Huser se souvient des débuts de Sharique : « La population connaissait très mal ses droits et ses obligations. Même les élus ignoraient souvent en quoi consistait exactement leur rôle. » Informer les citoyens et les autorités constitue dès lors l'un des principaux défis du programme. Des explications sont fournies aux habitants lors de séances publiques. Dans ce cadre, les animateurs accordent une attention particulière aux groupes défavorisés et aux analphabètes, qui représentent plus de 50% de la population. D'autre part, un manuel, le *Sharique Handbook*, a été élaboré à l'intention des autorités locales, des ONG et des organisations de citoyens. Il explique toutes les lois importantes et les tâches qui en découlent.

Cet ouvrage de référence n'est que l'un des 25 outils pratiques que le programme met aujourd'hui à la disposition des communes et des instances administratives intéressées. Parmi eux figurent des guides sur la perception des impôts, la planification participative et la gestion des finances, des directives concernant l'appui financier aux personnes socialement défavorisées ou encore des informa-

Réseau international

Le programme Sharique participe également au réseau international Local Governance Initiative and Network (Login), cofinancé par la DDC, qui offre la possibilité aux autorités et gouvernements locaux d'échanger leurs expériences. Le Login regroupe actuellement des acteurs de dix pays d'Asie du Sud et de l'Est : Afghanistan, Pakistan, Népal, Inde, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Vietnam, Mongolie et Laos. www.loginasia.org



Les processus d'éducation des femmes à la citoyenneté prennent du temps dans les zones rurales du Bangladesh. Il faut compter cinq à six ans jusqu'à ce que les participantes puissent s'organiser et défendre publiquement leur cause.

tions sur la promotion des femmes. Le *Sharique Handbook*, publié en juillet 2013, récapitule ces différents documents et décrit les étapes à franchir pour instaurer une bonne gouvernance.

Partager les expériences

En pleine expansion, Sharique travaille désormais avec 207 *union parishads* et 29 *upazila parishads*. Il bénéficie au total à quelque 50 000 personnes. «Le transfert de connaissances figure désormais parmi les points clés du programme», précise Melina Papageorgiou. Certaines composantes ont même évolué pour devenir des projets en soi. Ainsi, le gouvernement central a invité les 4500 *union parishads* à reprendre le concept de Comité local de coordination du développement. Il s'agit d'une large assemblée réunissant citoyens, ONG, secteur privé et représentants des différents domaines, tels que l'éducation, la santé ou les transports. Les participants y débattent de propositions politiques au niveau de l'union et définissent ensemble des priorités.

Par ailleurs, Sharique et le gouvernement central réalisent actuellement un projet communautaire : trois gouvernements locaux, qui ont établi des systèmes de pilotage efficaces, se mettent à disposition d'autres communes pour partager leurs expériences et dispenser des cours de perfectionnement.

Meilleur approvisionnement en eau, savoir lacunaire

Cependant, même les projets exemplaires ne sont pas à l'abri d'un grain de sable et les activités de développement exigent souvent de la patience. Jens Engeli, collaborateur d'Helvetas Swiss Intercooperation, a œuvré comme consultant pour Sharique il y a quelques années : «Ce programme nous a permis de tester beaucoup d'innovations. Toutes n'ont pas obtenu les résultats escomptés, mais même les échecs ont accru nos connaissances et ont

contribué ainsi au succès. Un cadre légal propice nous a fourni les bases nécessaires pour aller de l'avant.» Selon lui, l'un des casse-tête résidait dans l'inclusion de l'élite communale : «Lorsqu'on met en place des processus participatifs, il faut veiller à ce que celle-ci ne se retire pas subitement et ne mette pas au point de nouveaux mécanismes d'influence.»

Dans l'ensemble, le succès de Sharique est patent. Après les deux premières phases du programme, 130 *union parishads* sont déjà en mesure d'établir des planifications annuelles et des budgets. Ils le font en suivant des procédures ouvertes et participatives. «De grands progrès ont été accomplis dans l'adduction d'eau», souligne Melina Papageorgiou. Le système d'aide sociale s'est également amélioré. Le gouvernement bangladais a lancé divers programmes de soutien aux veuves, aux handicapés et aux mères célibataires. Les mesures qu'ils prévoient sont appliquées de manière plus efficace dans les communes où Sharique est à l'œuvre.

La réussite du programme est aussi à mettre sur le compte de la «cartographie de la pauvreté» : au départ, il s'agit de définir ensemble qui sont les personnes les plus défavorisées de la commune et si l'aide de l'État va effectivement à celles qui en ont le plus besoin. «Le népotisme est, bien entendu, un problème récurrent», relève Jens Engeli. Sharique a toutefois prouvé que cette pratique ne règne pas partout. «Les habitants étaient nombreux à penser que les autorités étaient de toute façon corrompues. Les processus participatifs ont toutefois montré que celles-ci ne manquaient pas de bonne volonté, mais de connaissances ou de moyens financiers. Ce constat a accru la confiance de la population.» ■

(De l'allemand)

Un taux de pauvreté toujours élevé

Depuis 1971, la DDC appuie le Bangladesh dans ses efforts de développement. Malgré de nombreux progrès – le pays a connu une forte croissance économique au cours de la décennie écoulée –, un tiers des quelque 160 millions d'habitants vivent toujours dans la pauvreté. La stratégie de coopération de la DDC se concentre sur les domaines suivants : gouvernance locale, augmentation des revenus et développement du marché, formation professionnelle, réduction des risques de catastrophe. L'égalité des sexes est un thème transversal.
www.ddc.admin.ch/bangladesh
www.sdc.org.bd
www.bangladesh.helvetas.org

La « loi maudite »

La Bolivie s'est développée à toute allure ces dernières années. Les richesses de son sous-sol alimentent une croissance économique record. Politiquement, les changements sont également considérables. Depuis deux décennies, le gouvernement poursuit un processus radical de décentralisation, qui est encore loin d'être achevé.

(mw) La loi de participation populaire, promulguée en 1994, a marqué un tournant historique en Bolivie. Elle a jeté les bases d'une vaste décentralisation et élargi les droits démocratiques des citoyens. Elle a également engendré de profonds bouleversements au sein des structures étatiques. « Le nombre de municipalités est passé de 24 à 339 », explique Mila Reynolds, chargée de programme au bureau de coopération de la DDC à La Paz.

La Suisse mène des projets de développement en Bolivie depuis 1969. Elle figurait d'ailleurs, aux côtés de la Banque mondiale, de l'Espagne et des États-Unis, parmi les principaux donateurs qui ont soutenu la mise en œuvre de cette réforme démocratique. Elle a notamment financé le Programme d'appui à la démocratie municipale (Padem), dont la réalisation est assurée par AOS/Solidar Suisse. « Au début, les habitants des zones rurales se sont montrés sceptiques. Ils parlaient de la *ley maldita* – loi maudite », se souvient Martín Pérez, directeur d'AOS/Solidar Suisse en Bolivie. À l'époque, les institutions étatiques étaient totalement absentes de nombreuses régions. L'annonce de leur introduction avait été ressentie comme une menace pour les structures de pouvoir informelles et culturelles en place – par exemple les associations paysannes ou les organisations indigènes. Aujourd'hui, les gens conviennent que la loi de participation populaire a eu un impact positif.

Développement de nouvelles compétences

Cette loi a conféré beaucoup plus de responsabilités aux municipalités ou *municipios*. Ainsi, l'infrastructure dans les domaines de l'éducation et de la santé, le réseau routier local et le logement relèvent désormais de leur compétence. Les transferts financiers de l'État central aux autorités locales ont aussi augmenté considérablement : 46% des investissements publics réalisés entre 2000 et 2006 en Bolivie sont à mettre sur le compte des municipalités. Ces nouvelles ressources financières et les obliga-



Combattre la violence contre les femmes et les enfants est l'un des multiples aspects d'une bonne gouvernance locale.

tions qui les accompagnent représentent cependant un sérieux défi pour les gouvernements locaux.

Lancé en 1996, le Padem s'est surtout concentré sur les municipalités pauvres, en majorité rurales. Il couvre aujourd'hui environ un tiers des *municipios* du pays. Par le biais de cours, de publications et d'émissions de radio, ce programme a informé la population de ses nouveaux droits et obligations. Il a par ailleurs formé plusieurs centaines de « promoteurs » locaux qui devaient aider les habitants à participer aux décisions démocratiques et à obtenir des ressources financières.

Le Padem a veillé à inclure les minorités ethniques défavorisées et à promouvoir les femmes. Dans la société patriarcale bolivienne, ces dernières n'ont que peu l'occasion de s'affirmer sur le plan politique ou professionnel. C'est pourquoi le programme recourait souvent à des équipes mixtes de

Un État plurinational

La Bolivie s'appelle officiellement « État plurinational de Bolivie ». La nouvelle Constitution, qui reconnaît la réalité multiethnique et plurinationale de la société, a été adoptée par 61% des votants en 2009. Elle vise à promouvoir de manière ciblée les valeurs des peuples indigènes et octroie de nouveaux droits à 36 groupes ethniques. Cela inclut notamment la reconnaissance de leurs 36 idiomes comme langues officielles, l'accès à la terre et aux ressources naturelles, et la représentation au sein des organes étatiques. L'application de cette réorganisation est toutefois controversée.

promoteurs. Par ailleurs, il se réclamait du *chacha-warmi*, un principe de la culture aymara selon lequel hommes et femmes sont complémentaires.

Participation accrue de la population

Aujourd'hui âgée de 28 ans, Clementina Socaño Coro a été promotrice entre 2007 et fin 2009 à Chaquí, dans le département de Potosí. La municipalité avait suggéré de lui confier cette responsabilité, car la jeune femme s'était engagée très tôt en politique et avait suivi cinq ans d'école primaire, ce qui lui conférait un niveau d'éducation supérieur à la moyenne. « Les cours dispensés par le Padem portaient notamment sur la planification financière des communes, les processus démocratiques, l'égalité des sexes et le contrôle social », raconte-t-elle. Le programme lui a apporté beaucoup sur le plan personnel. Ce fut également un bienfait pour la commune : « Nous possédons désormais des processus de planification clairement établis et les gens peuvent mieux se faire entendre. »

En 2010, Clementina Socaño Coro a été élue au conseil municipal. « Ces élections ont été plus démocratiques que celles des années précédentes », assure-t-elle. « Malgré les progrès réalisés, il reste cependant beaucoup à faire. Les femmes sont encore largement défavorisées. »

Ce problème se reflète dans la phase actuelle du Padem, qui réserve une grande place au thème de la violence contre les femmes. Selon les statistiques, ce phénomène touche sept Boliviennes sur dix. D'autres obstacles restent également à surmonter. « Après la 'municipalisation' intensive, nous devons



Padem (2)

Selon Clementina Socaño Coro, il y a encore beaucoup à faire pour que les femmes et les populations indigènes (ci-dessous) participent pleinement aux décisions démocratiques.

maintenant renforcer les départements. À ce niveau aussi, il s'agit d'inclure les groupes de population les plus vulnérables dans le processus démocratique », déclare Mila Reynolds.

À qui profitent les richesses du sous-sol ?

En 2009, la Bolivie s'est dotée d'une nouvelle Constitution qui a engendré une autre réorganisation administrative. « En plus des subdivisions en vigueur jusqu'alors, il est désormais possible de constituer des régions autonomes indigènes », explique M^{me} Reynolds. Onze des 339 municipalités sont sur le point d'acquiescer ce statut. Les territoires de ces régions potentielles chevauchent toutefois ceux d'autres entités administratives, ce qui implique un important travail d'harmonisation et nécessite de nouvelles lois de coordination.

Selon Mila Reynolds, la péréquation financière régionale constitue un autre écueil politique : « L'exploitation des ressources minières a produit d'incroyables richesses ces dernières années. » Reste à savoir si cette manne profitera à toutes les régions et à toutes les couches de la population, et si oui comment. Les négociations débiteront après les élections de 2015. ■

(De l'allemand)



Davantage de pouvoir aux Indiens

La Bolivie est constituée de neuf départements découpés en 112 provinces, elles-mêmes subdivisées en 339 municipalités. Ces *municipios*, à leur tour, se découpent en cantons et, enfin, en localités, dernier niveau administratif. Dans plus de la moitié d'entre eux, les Indiens forment la majorité de la population. Les territoires autonomes indigènes prennent toujours plus d'importance sur le plan politique. La nouvelle Constitution de 2009 en a fait des entités administratives équivalentes aux autres. Ce statut confère une grande légitimité aux usages traditionnels et au droit coutumier, pour autant qu'ils ne violent pas les droits de l'homme.

Apprendre à s'investir et à faire confiance

L'Albanie est une démocratie très jeune. Depuis l'effondrement de la dictature communiste en 1990, elle s'attache à mettre sur pied de nouvelles structures politiques et juridiques. La Suisse soutient ces réformes. Elle contribue notamment à développer les compétences des administrations communales, en accordant une attention particulière à la planification financière.



Julita Benzenberg/DDC

Un réseau horizontal

Pour acquérir du poids politique, les communes doivent être reliées entre elles. C'est pourquoi la DDC soutient les associations de communes et le Réseau international des associations de pouvoirs locaux de l'Europe du Sud-Est (Nalas). Celui-ci regroupe les associations communales de douze pays des Balkans, ce qui représente environ 9000 autorités locales. Le Nalas favorise les échanges de connaissances et publie des études comparatives, tel le rapport *Fiscal Decentralization Indicators for South-East Europe 2006-2012*. Ce document a clairement démontré que, dans tous les pays d'Europe du Sud-Est, les communes reçoivent une part du PIB qui est inférieure à la moyenne de l'UE. L'Albanie occupe la dernière place du classement.

www.nalas.eu
www.dldp.al

En Albanie, le programme DLDP soutient notamment l'ouverture de guichets uniques dans les communes.

(mw) «Les réclamations adressées aux administrations communales se multiplient, c'est bon signe», affirme Valbona Karakaçi. Elle dirige le Programme de décentralisation et de développement local (DLDP), financé par la DDC, qui s'adresse aux autorités locales albanaises. Ce programme poursuit plusieurs objectifs, dont l'amélioration des finances communales, l'organisation de l'élimination des déchets, l'introduction de prestations en ligne et une communication active avec la population.

«Cela peut paraître étrange aux Occidentaux mais, après des années de dictature, les gens doivent d'abord apprendre à s'investir et à faire confiance aux institutions», note M^{me} Karakaçi. «Nous jugeons donc positif que les communes reçoivent davantage de questions, de demandes et de doléances.»

Instaurer la transparence et la confiance

L'Albanie souhaite adhérer à l'Union européenne. En juin dernier, elle a obtenu le statut officiel de pays candidat. Le DLDP peut l'aider à atteindre ce but, puisqu'il vise à faire appliquer les normes financières internationales au niveau communal. Lancé initialement dans six communes, le programme couvre aujourd'hui un tiers du pays.

«Une planification financière professionnelle apporte de nombreux avantages. Elle garantit la transparence, en montrant à la population les projets de la commune. Elle légitime ainsi la perception d'impôts et alimente le débat politique», souligne Stefan Pfäffli, professeur à l'Institut d'économie régionale et d'économie d'entreprise de la Haute école spécialisée de Lucerne, qui conseille le DLDP. Outre les budgets annuels, il importe d'établir des plans financiers à moyen terme, ce que les communes albanaises doivent faire depuis 2009. «Les prévisions à plus long terme facilitent la réalisation d'investissements coûteux», précise l'expert. En collaboration avec des spécialistes locaux, il a mis au point un outil électronique de planification financière, qui simplifie la budgétisation stratégique et permet de comparer plusieurs scénarios d'un simple clic.

La situation financière de l'Albanie n'est pas rose et les municipalités reçoivent trop peu de moyens pour accomplir leurs tâches. Une réforme territoriale prévoit de nombreuses fusions de communes. Nul doute que la répartition des ressources financières sera largement débattue à cette occasion. ■

(De l'allemand)

Il ne suffit pas aux États d'être transparents

Colm Allan s'est spécialisé notamment sur le devoir de redevabilité des États. Ce sociologue sud-africain a mis au point plusieurs systèmes de suivi et d'évaluation qui permettent de mesurer les prestations de l'administration publique. Le niveau local revêt en la matière une importance particulière. Entretien avec Mirella Wepf.

Un seul monde: Vous avez fait de l'évaluation des prestations étatiques votre métier. Pourquoi?

Colm Allan: Né en Afrique du Sud, je me suis engagé dès l'adolescence contre l'apartheid et le service militaire obligatoire. À 19 ans, j'ai passé cinquante jours en prison sans jugement. Cela n'a fait que renforcer ma motivation. Alors que nombre de mes compagnons de route sont entrés par la suite en politique, j'ai choisi une autre voie. Voici le genre de questions qui me tenaillent: la démocratie offre-t-elle vraiment des avantages, et si oui, est-ce aussi vrai pour les couches les plus pauvres de la population?

L'un de vos thèmes de prédilection est la «responsabilité sociale», en d'autres termes l'obligation de l'État de rendre compte. Comment la définissez-vous?

Les dirigeants politiques devraient être en mesure d'expliquer et de motiver leurs plans et leurs actions. Il ne s'agit pas seulement de transparence. Publier quelques chiffres de temps à autre ne suffit pas. Il faut mettre en place un processus continu qui consiste à définir les principaux problèmes d'une région, à les aborder avec les moyens disponibles et à vérifier les résultats obtenus. Cependant, la responsabilité sociale n'est pas une voie à sens unique. La population et les organisations de la société civile sont aussi concernées. Elles doivent dévelop-

per la capacité de s'impliquer. Sans un tel processus, la démocratie n'existe que sur le papier.

En 2012, vous avez élaboré un programme de suivi pour les communes du Mozambique. Quels ont été ses principaux résultats?

Le Municipal Social Accountability Monitoring Program (MuniSAM) a notamment révélé que l'analyse des besoins présente de graves lacunes dans les communes. Or, les milieux politiques ne peuvent élaborer des stratégies efficaces que s'ils savent exactement ce dont la population a vraiment besoin. Cependant, ce programme a fait bien plus que d'attribuer des notes. Il a rapproché gouvernement et population civile, dans le cadre d'auditions publiques par exemple. De nouvelles possibilités de participation se sont ainsi ouvertes. Des ONG qui travaillaient chacune de leur côté collaborent maintenant plus étroitement. Le MuniSAM a aussi révélé nombre d'injustices liées au sexe et suscité des progrès dans ce domaine.

Dans un projet plus récent, vous avez étendu les investigations au gouvernement central et aux autorités régionales.

C'est exact. Au cours d'une phase pilote du projet Social Accountability Monitoring and Evaluation (Same), nous avons défini 44 indicateurs permettant d'évaluer le système de santé au Mozambique. Puis nous avons examiné tous les niveaux de l'exé-



Colm Allan a dirigé le Centre for Social Accountability de l'Université Rhodes, à Grahamston (Afrique du Sud). Il est aujourd'hui consultant indépendant en responsabilité sociale et chercheur auprès de cet établissement. En 1999, il a fondé le Public Service Accountability Monitor (PSAM), un institut rattaché au département « Journalisme et études des médias » de l'Université Rhodes. Au début, le PSAM a concentré ses travaux sur le thème de la corruption. Entre-temps, il comprend un vaste programme régional d'enseignement, destiné aussi bien aux représentants des autorités qu'aux acteurs de la société civile. La DDC compte parmi ses principaux donateurs. www.psam.org.za



Au Mozambique, un programme d'évaluation de la responsabilité sociale au niveau municipal a détecté notamment de nombreuses inégalités entre les sexes.



Josao Silva / INVT / Reuters/iaf

Selon Colm Allan, il est plus facile de piloter le développement si les autorités rendent des comptes régulièrement que si l'on tire un bilan seulement tous les quatre ou cinq ans, à l'occasion d'élections.

cutif dans deux provinces. Sur la base d'entretiens avec des représentants de la société civile et des autorités, nous avons identifié les principaux défis en matière de santé. En principe, Same peut s'appliquer à d'autres domaines de l'action étatique.

La Banque mondiale diffuse aussi des systèmes de suivi de la responsabilité sociale. N'êtes-vous pas en concurrence avec elle ?

Non. Je suis en contact avec la Banque mondiale et son président Jim Yong Kim, qui tient à ce que les résultats soient mesurables. La Banque mondiale consacre beaucoup d'argent au développement des États. Or, on ne dispose que de peu d'indicateurs pour mesurer l'efficacité des moyens engagés. Ceux mis au point par le projet Same pour la bonne gouvernance peuvent y contribuer. Ils permettent notamment d'identifier les compétences et les moyens qui font défaut à une autorité communale ou à une organisation de la société civile pour établir de solides analyses des besoins, élaborer des stratégies et assurer le contrôle des finances.

Same pourrait-il donc devenir un instrument de travail pour d'autres donateurs ?

Oui, de même que pour les organisations de la société civile et les gouvernements eux-mêmes.

Ce système d'évaluation est-il aussi applicable dans les pays industrialisés ?

Certainement, car ces pays doivent aussi mettre en place des processus de redevabilité. Grâce aux in-

dicateurs de Same, il est possible d'apprécier la gouvernance et la définition d'objectifs prioritaires d'un pays. Mais n'oublions pas que les pays en développement ont nettement moins de moyens à disposition et que les besoins de base, comme l'alimentation, l'accès à l'eau et les soins de santé, n'y sont pas toujours couverts. Leurs priorités sont donc totalement différentes. En principe, un suivi régulier n'apporte que des avantages. Le devoir de redevabilité offre également au gouvernement l'occasion de mieux expliquer ses décisions et de tempérer les attentes irréalistes de la population. À l'inverse, cette dernière peut intervenir beaucoup plus directement. Si l'on tire un bilan seulement tous les quatre ou cinq ans lors d'élections, il est beaucoup plus difficile de piloter le développement que si l'autorité doit rendre des comptes chaque année ou tous les deux ans.

Dans vos travaux, vous vous concentrez beaucoup sur l'échelon local. Pourquoi est-il si important ?

Pour utiliser une expression idiomatique anglaise, je dirais *This is where the rubber hits the road!* (qui pourrait se traduire en français par « C'est là où les choses sérieuses se passent », ndlr). Que l'autorité politique soit centralisée ou non, toutes les décisions du gouvernement central ont des conséquences au niveau local. Et cela concerne la formation, le système de santé... bref, tous les domaines. ■

(De l'anglais)

Faits et chiffres



Norbert Entker / laif



Hervé Hughes / hemis.fr / laif

« La décentralisation ne remplace pas la centralisation. Les deux sont nécessaires. »

Source : document de travail du PNUD sur la décentralisation, « A Sampling of Definitions », 1999

Chiffres clés

- En 2000, environ 95% des pays étaient dotés d'autorités et d'administrations aux niveaux régional et local.
- En Ouganda, le nombre d'entités infranationales est passé d'environ 44 000 à 69 000 entre 2004 et 2012.
- Les villes africaines croissent au rythme de 3% par an en moyenne, ce qui nécessite la mise en place de mécanismes adéquats de pilotage au niveau municipal.
- La tendance à l'urbanisation se fait sentir dans le monde entier : en 2030, six personnes sur dix vivront en ville ; cette proportion passera à sept sur dix d'ici 2050.
- Sur les 54 États africains, quarante mentionnent dans leur Constitution le rôle des collectivités territoriales.
- Entre 1990 et 2006, la Banque mondiale a dépensé au total 31,9 milliards de dollars dans 89 pays. Selon les estimations d'un groupe d'évaluation indépendant, un tiers de ce montant a été consacré à des mesures de décentralisation.
- En 1996, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté trois objectifs politiques centraux : la décentralisation, le renforcement des entités locales et celui de la démocratie locale.

Liens

Le Fonds d'équipement des Nations Unies (Fenu) est spécialisé sur la microfinance et la gestion des finances publiques au niveau local
www.unCDF.org

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) est très actif dans le domaine de la gouvernance locale
www.undp.org

L'Institut d'études du développement (IDS), à l'Université du Sussex, travaille sur la participation, la responsabilité sociale, l'inclusion et l'analyse du pouvoir
www.ids.ac.uk

Réseau de la DDC sur la décentralisation et la gouvernance locale (DLGN)

www.sdc-decentralization.net

Le Basel Institute on Governance mène notamment des recherches sur la gouvernance publique et la gouvernance d'entreprise
www.baselgovernance.org

L'initiative mondiale Making All Voices Count (Faire entendre toutes les voix) entend améliorer la participation des citoyens en recourant aux nouvelles technologies
www.makingallvoicescount.org

Ouvrages de référence

Local Development International LLC : *The Role of Decentralisation/Devolution in Improving Development Outcomes at the Local Level*, New York, 2013
www.delog.org

Sajjad Ali Khan : « Decentralization and Women Empowerment : Exploring the Linkages », dans *Journal of Political Studies*, vol. 18, n° 1, pp. 61-75
www.pu.edu.pk

Banque mondiale : *Municipal Finances : A Handbook for Local Governments*, 2014
www.worldbank.org, « Documents »

Hanspeter Kriesi, Lars Müller et NCCR Democracy (éds) : *Democracy : An Ongoing Challenge*, Lars Müller Publishers, Zurich, 2013

Jim Armstrong : *Improving International Capacity Development – Bright Spots*, éd. Palgrave Macmillan, Londres/New York, 2013

Les Roms, perdants de la démocratisation

La Bulgarie est le pays le plus mal loti économiquement de l'Union européenne (UE). Les Roms ont été les grands perdants de la chute du communisme en 1989. L'adhésion à l'UE n'a guère amélioré leur situation, bien au contraire. C'est pourquoi la plupart d'entre eux ne voient qu'un seul moyen d'échapper à la misère : émigrer en Europe occidentale. De Dirk Auer*.



Stolipinovo présente les mêmes caractéristiques que tous les autres ghettos roms de Bulgarie : des infrastructures délabrées, des enfants mal nourris ainsi qu'un taux élevé d'analphabètes et de chômeurs.

De tristes immeubles, dont le crépi s'effrite, alternent avec des baraques branlantes faites de briques, de planches, de tôle ondulée et de carton. Tel est Stolipinovo, le ghetto rom de Plovdiv, deuxième ville de Bulgarie. Quelque 50 000 personnes vivent ici, la majorité d'entre elles dans des conditions qui évoquent les favelas sud-américaines : ni électricité, ni eau courante, des ordures qui traînent partout. Malgré le manque de place, on continue de construire, de façon anarchique, sans aucun plan. «Stolipinovo est une bombe sociale à retardement, qui explosera d'ici quelques années si rien n'est

fait», affirme Asen Karagyozov en nous guidant à travers le quartier.

Des charrettes tirées par des chevaux transportent des vieux métaux destinés au ferrailleur. De part et d'autre d'une rue trouée de nids de poule, des marchands offrent fruits, légumes et contrefaçons de grandes marques. Un petit millier de personnes ont peut-être un emploi régulier ici, estime M. Karagyozov, principalement dans les entreprises de nettoyage municipales et privées. D'autres habitants louent leurs services à la journée, survivent grâce à de petits boulots dans l'agriculture et la construc-

tion, ou gagnent quelques sous en récupérant du vieux papier, des métaux et du verre.

Un tournant synonyme de chômage et de pauvreté

Il existe des endroits comme Stolipinovo dans la plupart des villes importantes de la Bulgarie. Ces ghettos sont le signe le plus visible que les Roms sont les grands perdants du tournant de 1989. Sous le régime communiste, presque tous les habitants de Stolipinovo avaient un emploi régulier, les en-



Jordan Simenov/Dakota / Polaris

Les charrettes tirées par des chevaux font encore partie de la vie quotidienne.

fants allaient à l'école, chacun pouvait librement accéder aux soins de santé. Certes, les Roms ont de tout temps été majoritaires dans le quartier, mais à l'époque, des Bulgares y vivaient également et la cohabitation était globalement paisible.

Ensuite, « la démocratie a éclaté », comme on dit volontiers en Bulgarie aujourd'hui encore. La situation des Roms s'est alors brutalement dégradée. « Nous pensions obtenir davantage de liberté, se souvient Asen Karagyozov, mais il a fallu déchanter. Cet événement n'a signifié pour nous que chômage et pauvreté. » De fait, les Roms ont été les premiers à être éjectés des entreprises d'État moribondes. Tandis que les Bulgares quittaient Stolipinovo, des Roms miséreux y affluaient en provenance de la campagne. Le nombre d'habitants a triplé en l'espace de vingt ans, de sorte que le quartier est maintenant plein à craquer.

L'éducation serait-elle la clé ?

Asen Karagyozov fait partie des rares Roms de Stolipinovo à avoir fait des études. Il est député au Conseil municipal de Plovdiv. En 1995, il a créé la Fondation de développement régional Roma-Plovdiv, active surtout dans le domaine de l'éducation. On y organise des cours de rattrapage. Un bus emmène les enfants du quartier en ville, où ils sont scolarisés avec des élèves non roms. Ajour-

d'hui, les salles de classe du bâtiment peint en blanc sont vides. Seuls deux enfants traînent à l'entrée. « Ils n'ont encore rien mangé de la journée », dit une employée. Pour la plupart des gens, la pauvreté est le principal sujet de préoccupation.

L'éducation est considérée comme la clé du succès pour améliorer la situation des Roms en Bulgarie. Cependant, il faudra beaucoup de temps avant de pouvoir en mesurer les résultats. Et si, en même temps, les Roms n'ont pratiquement pas accès au marché du travail en raison de la discrimination dont ils sont victimes, cette stratégie risque bien de rester inopérante. Malgré la multitude de programmes en cours, les progrès concrets se font toujours attendre. Au contraire, la crise économique et financière, qui continue d'affecter les pays de l'Est et surtout ceux des Balkans, a encore appauvri de nombreux Roms.

« Il y a cinq ans, nous étions plus avancés dans nos efforts visant à améliorer ici le sort des Roms », déplore Asen Karagyozov. Aujourd'hui, on ne connaît que la stagnation, la crise et les revers dans beaucoup de domaines. Le nombre d'emplois diminue, la discrimination s'intensifie et la ségrégation gagne à nouveau du terrain dans tout le pays. Il y a sept ans, Anton, le fils de M. Karagyozov, étudiait encore à l'université. Il ne percevait pas alors de préjugés racistes à l'égard des élèves roms. Actuellement, même les professeurs sont capables de remarques méprisantes. Sur le plan politique, se faire l'avocat des Roms revient à se battre contre des moulins à vent. « Beaucoup de choses seraient possibles, s'afflige M. Karagyozov, mais il n'y a pas la volonté. » On ne demande généralement pas de subsides à l'UE, et si on le fait, l'argent disparaît avant d'être arrivé aux destinataires.

L'émigration pour seule échappatoire

Il n'est guère étonnant, dès lors, que beaucoup de Roms aient cessé d'espérer une amélioration de leurs conditions de vie et ne voient plus qu'une seule issue : émigrer en Europe occidentale. « En fait, chacun, ici, songe à partir. Peut-être qu'un cinquième des habitants l'ont déjà fait », estime M. Karagyozov. Il a assisté ces dernières années à la prolifération dans le quartier des antennes de Western Union, société de transfert utilisée par les migrants pour envoyer de l'argent à leur famille restée au pays.

Plus bas le long de la rue se trouvent les « blocs de Dortmund », comme on les appelle ici. Leurs habitants ont pris en masse le chemin de cette ville allemande, pour aboutir de toute manière dans son quartier le plus pauvre. La plupart des femmes s'y prostituent et les hommes arpentent eux aussi le trottoir dans l'espoir de décrocher des emplois

La Bulgarie en bref

Capitale
Sofia

Superficie
110 994 km²

Population
7,2 millions d'habitants

Espérance de vie
74,3 ans

Ethnies
Bulgares 84,8%
Turcs 8,8%
Roms 4,9%
Autres 1,5%

Religions
Orthodoxes 76%
Musulmans 10%
Autres 14%

Produits d'exportation
Chimie, électricité, articles de consommation, machines et équipements, agroalimentaire, métaux bruts et acier, textile

Branches économiques
Le secteur des services représente 53% de l'économie. Il est suivi par l'industrie manufacturière – notamment la production alimentaire – qui se chiffre à 35%.





Jordan Simenonov / Dukas / Polaris

Beaucoup de Roms ont quitté les « blocs de Dortmund » pour s'installer dans la ville allemande qui leur a valu cette appellation. Là-bas, la majorité d'entre eux travaillent illégalement sur des chantiers, dans des restaurants ou dans des entreprises de nettoyage.

Crise économique permanente

Les Roms, comme d'ailleurs la majorité des Bulgares, n'ont pas vu se réaliser jusqu'ici leur rêve de meilleures conditions de vie. Les chiffres officiels, pourtant, sont fabuleux : l'inflation, le déficit et l'endettement public sont inférieurs à ceux de la plupart des autres pays membres de l'UE. Bruxelles a félicité la Bulgarie pour sa stricte discipline budgétaire, mais celle-ci a un coût toujours plus évident : les salaires et les rentes stagnent durablement ; le système de santé se trouve dans un état pitoyable. La Croix-Rouge bulgare estime à 1,5 million le nombre de personnes socialement défavorisées, sur une population totale de 7,2 millions. L'an dernier, elle a distribué des aliments de base tels que pain, farine ou lentilles à plus de 300 000 personnes. Et le nombre d'indigents continue d'augmenter.

journaliers. Les migrants roms font ainsi figure de problème social dans les médias occidentaux.

Pour Ilona Tomova, démographe à l'Académie bulgare des sciences à Sofia, cela ne concerne toutefois qu'une petite minorité d'entre eux. « Seuls 5 à 10% des migrants roms vivent dans des conditions aussi problématiques », assure-t-elle. Les autres ne sont absolument pas visibles : « Ils travaillent illégalement, pour certains depuis des années, sur des chantiers, dans des restaurants ou dans des entreprises de nettoyage – sans vacances et pour de maigres salaires. Ils font tout cela uniquement pour soutenir leur famille au pays », souligne la scientifique qui a participé à une étude récente sur l'émigration des Roms.

Jusqu'en 2001, ces derniers étaient le groupe de population le moins mobile de Bulgarie. Leur pauvreté était telle qu'ils n'avaient pas les moyens de quitter leur ghetto. Depuis que l'obligation de visa a été supprimée, et surtout depuis l'adhésion à l'UE, nombre de Roms ont saisi l'occasion de chercher du travail à l'Ouest. Ils ont émigré principalement vers l'Allemagne, la Belgique et la France. Dans certaines parties de la Bulgarie, 60% de familles comptent désormais un ou deux membres qui travaillent à l'étranger et qui leur envoient régulièrement de l'argent. « Des régions entières ne survivent que grâce à ces transferts », observe M^{me} Tomova. Cela permet aux familles de se désendetter, de rénover leurs maisons ou d'acheter des médicaments. En fin de compte, les envois de fonds des migrants sont devenus un facteur essentiel de la microéconomie qui existe dans les quartiers roms.

Perspectives ambiguës

Pour Ilona Tomova, il est certain que l'émigration va encore augmenter. Depuis 1989, aucun gouvernement bulgare n'a été en mesure d'atténuer la misère des Roms. Cela témoigne d'un manque de volonté politique, mais aussi d'un contexte difficile. Alors que la moitié de la population bulgare vit dans la pauvreté, les efforts entrepris pour venir en aide aux groupes déjà stigmatisés sont forcément voués à l'échec. M^{me} Tomova est persuadée que, depuis l'abandon du visa obligatoire, la migration a permis de réduire quelque peu la pauvreté, grâce aux transferts de fonds qui l'accompagnent.

Pourtant, les perspectives d'avenir à cet égard sont ambiguës. En effet, ce sont essentiellement des personnes actives et disposant d'un minimum de formation qui partent. Les plus faibles et les plus démunies, elles, restent au pays, ce qui ne peut qu'alimenter une aggravation du racisme. L'isolement social des Roms ira en augmentant. Les ghettos risquent de devenir définitivement des lieux où criminalité et consommation de drogue sont la norme. « Cela signifie que si rien n'est fait, nos ghettos connaîtront bientôt des situations comparables à ce qui se passe en Afrique ou en Amérique du Sud », craint Ilona Tomova. ■

**Dirk Auer, journaliste allemand, vit à Belgrade. Il est correspondant pour les pays de l'Europe du Sud-Est.*

(De l'allemand)

Sur le terrain avec...

Mattia Poretti, chef du bureau de la contribution suisse à Sofia

Avec ses nombreux parcs et espaces verts, Sofia est une ville très agréable à vivre. J'y suis installé depuis 2012 avec mon épouse et nos deux enfants, âgés de 5 et 6 ans. Nous nous sentons bien ici. Les Bulgares nous ont très bien accueillis. Pour ma femme, originaire de Serbie, l'intégration a été plus facile qu'en Suisse, car la langue bulgare est proche du serbe. Mes enfants se sont également adaptés sans problème. Les voilà quadrilingues, eux qui parlaient déjà italien, serbe et français. Mais cela commence à faire un peu beaucoup.

Environ 5 km séparent mon appartement du bureau qui se trouve dans les locaux de l'ambassade de Suisse. Pour m'y rendre, je prends le métro ou, parfois, un taxi. Actuellement, nous sommes une petite équipe de trois personnes. Notre travail n'est pas comparable à celui d'un bureau de coopération classique. Dans le cadre de la contribution suisse à l'élargissement de l'Union européenne (UE), la DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) ne suivent pas leur propre stratégie. Ils élaborent et négocient tous les projets avec le gouvernement local. C'est pourquoi la crise politique de cette année tombait particulièrement mal : la période d'engagement de notre crédit se termine le 7 décembre ; d'ici là, tous les projets doivent être prêts à démarrer et nous avons besoin pour cela du feu vert des autorités bulgares.

Jusqu'à présent, j'ai rarement eu l'occasion de visiter les projets dont la mise en œuvre a déjà commencé. Mes journées sont presque entièrement

« La majorité des enfants roms sont exclus du système préscolaire. »

dédiées à la planification de nos futures activités. Dès l'année prochaine, je compte me rendre plus souvent sur le terrain pour assurer le suivi des opérations.

En ce moment, je consacre beaucoup de temps et d'énergie à la planification de deux grands programmes : l'un vise à promouvoir l'inclusion sociale des Roms et l'autre à introduire l'apprentissage dual dans le système de formation professionnelle. Le premier touche un thème hautement sensible, qu'il



BO

s'agit de traiter avec tact et patience. Il devrait se déployer dans six villes. Nous allons notamment aider les autorités à offrir davantage de places dans des crèches et des maternelles. La majorité des enfants roms sont exclus du système préscolaire. Ils entrent à l'école primaire sans y être préparés et ne parviennent pas à suivre le programme. Au niveau primaire, notre but est de sortir les Roms des ghettos et de les intégrer dans des écoles fréquentées par les autres Bulgares. Ce programme entend également améliorer l'accès des Roms au système de santé.

La DDC a décidé de ne pas déléguer l'exécution de ce programme, mais de travailler directement avec les ministères compétents et les municipalités. Par conséquent, c'est moi qui chapeaute le tout. Je suis à la fois le représentant du pays donateur et le responsable de la mise en œuvre. Cette double casquette n'est pas toujours facile à porter, mais elle m'offre plus de flexibilité dans la prise de décision.

Contrairement à l'Union européenne, qui finance des projets préalablement dessinés par le pays bénéficiaire, la Suisse soutient aussi leur élaboration. C'est une réelle valeur ajoutée en Bulgarie, où l'État a encore besoin de renforcer ses capacités pour mettre sur pied des réformes. Or, celles-ci sont nécessaires, car la situation économique est difficile. Le salaire moyen (333 euros) est le plus bas de toute l'UE. Pourtant, ce pays dispose d'un grand potentiel, qui est basé principalement sur son capital humain et ses importantes ressources naturelles. ■

(Propos recueillis par Jane-Lise Schneeberger)

Réduire les disparités sociales et économiques

La Suisse a décidé d'allouer 76 millions de francs à la Bulgarie, afin de réduire les inégalités économiques et sociales au sein de l'Union européenne (UE), mais aussi à l'intérieur du pays. Cette aide fait partie de la contribution suisse à l'élargissement de l'UE. Les projets sont financés par les deux offices chargés de la coopération suisse. La DDC travaille principalement dans les domaines suivants : développement social (emploi, éducation, santé), sécurité (délinquance juvénile, justice des mineurs, police scientifique), recherche, bourses d'études et participation de la société civile. Le Secrétariat d'État à l'économie (Seco) se concentre sur les infrastructures et la protection de l'environnement (p. ex. gestion des pesticides, remplacement des trams de Sofia).
www.swiss-contribution.admin.ch/bulgaria
www.contribution-elargissement.admin.ch,
 « Bulgarie »

Une station de réanimation pour l'espoir

Je m'appelle Anton et je suis à l'aube d'une nouvelle vie. Dans un vidéoclip du groupe britannique Chase & Status, un animateur de télévision termine son émission par ces mots : « *If you can't be good, be honest.* » À l'époque où j'étais encore moi-même devant les caméras, j'essayais d'être l'un et l'autre. Maintenant, je regarde autour de moi pour trouver un autre moyen d'y parvenir.

Pour moi comme pour mon pays, l'année dernière a revêtu une importance capitale. Dans les rues et sur les places publiques, les Bulgares ont reconsidéré leur attitude à l'égard de leurs dirigeants. Personnellement, j'ai passé en revue mes relations avec mon entourage, découvrant des tromperies et des mensonges soigneusement échafaudés qui s'effondraient ainsi les uns après les autres. À l'instar de Socrate, j'ai compris que je ne sais rien. Mais cet examen critique des gens qui me sont familiers m'a fait (re)découvrir une personne bien particulière – la dame de mon cœur. J'ai donc commencé la journée par un bon petit déjeuner et un bavardage en ligne avec elle. À cette occasion, elle m'a rapporté une histoire effrayante, survenue la veille, qui jette une lumière crue sur notre État et sur une partie de ses habitants.

Elle m'a raconté qu'un jour, en rentrant du travail, elle avait vu un sans-abri gisant au bord de la route, dans un état lamentable. Après avoir appelé le numéro d'urgence, elle a acheté au miséreux une bouteille d'eau et a attendu l'ambulance. Une fois sur place, les médecins des premiers secours lui ont dit qu'ils ne pouvaient pas prendre en charge cet homme, car il n'avait pas de papiers sur lui. La réalité, c'est que ce vagabond les dégoûtait. Les soignants ont fait comprendre à mon amie que dans ces cas-là, il fallait appeler la police. Et c'est ce qu'ils ont fait. Une voiture de patrouille est enfin arrivée une heure et de-

mie plus tard, alors qu'il y avait un poste de police tout près. Pendant l'attente, un ivrogne titubant est passé par là. Il a injurié grossièrement le SDF et a voulu le tabasser, prétendant que le manque d'ambulances était la faute de types comme lui et que sa mère était morte récemment à cause de cela.

Il est vrai que la ville de Sofia manque d'ambulances et que les médecins y sont sous-payés. Mais cela n'a rien à voir avec cet incident. Ni d'ailleurs avec le serment d'Hippocrate. L'histoire du SDF témoigne de l'espoir disparu. N'importe qui pourrait se trouver à la place de ce sans-abri : moi-même, la dame de mon cœur, l'ivrogne, les médecins urgentistes ou les agents de police. Il y a également des SDF en Suisse, en Allemagne ou aux États-Unis. Mais l'espoir existe dans ces pays. Certains produits manquaient en Bulgarie au début des années 90. Aujourd'hui, nous avons une abondance de biens matériels, mais l'espoir, lui, a disparu. Beaucoup de mes compatriotes ont quitté le pays, non pas pour voler l'emploi de John ou de Jean. Ils ont émigré pour trouver l'espoir.



Anton Andonov travaille à Sofia en tant que journaliste, scénariste et conseiller en communication publique. Il a participé durant près de dix ans à la réalisation des émissions télévisées les plus populaires de Bulgarie. En 2013, il a animé l'émission matinale « Réveille-toi », diffusée le week-end sur la chaîne nationale Nova TV. Actuellement, il réalise ses propres projets et gère son blog antonandonov.bg.

Il y a une année, j'ai écrit dans un article que notre parti majoritaire s'appelle « Bulgarie égarée ». Après deux décennies de changement, la plupart de mes concitoyens font partie de cette entité imaginaire. J'ai expliqué qu'il s'agit d'un mouvement non seulement politique, mais aussi culturel, psychologique et comportemental. Quelque part au cours de nos errements, l'espoir a commencé de s'évaporer. Chacun n'a alors plus songé qu'à sauver sa peau – une forme particulière de fuite intérieure pour échapper à la réalité. Pourtant, le proverbe « L'espoir est ce qui meurt en dernier » reste populaire chez nous.

Je m'appelle Anton et je suis à l'aube d'une nouvelle vie. Je vais travailler dans une ambulance. Je ferai partie d'une équipe de premiers secours pour la réanimation de l'espoir. C'est le seul moyen pour moi d'être à la fois bon et honnête. Évidemment, je ne vais pas transformer ainsi le régime en place, ni arracher mes compatriotes à leur apathie étouffante. Je peux toutefois donner un exemple. Une voie mal balisée, mais dont le but final est digne d'être poursuivi. ■

(Du bulgare)



Un réseau pour protéger les jeunes migrants

Chaque année, plusieurs dizaines de milliers de mineurs non accompagnés se déplacent en Afrique de l'Ouest. Ils sont vulnérables à la traite, à l'exploitation et à d'autres abus. Un réseau régional de coopération, cofinancé par le Programme global Migration et développement de la DDC, prend en charge les jeunes migrants en difficulté et les réintègre dans leur milieu familial.



De jeunes migrants en difficulté sont hébergés dans ce centre de transit à Abidjan (Côte d'Ivoire), en attendant que le réseau régional puisse les réintégrer dans un milieu social et familial.

(Jls) En Afrique de l'Ouest, où les populations sont traditionnellement très mobiles, les enfants migrants sont toujours plus nombreux et ils quittent leur pays toujours plus jeunes. Ils partent, volontairement ou non, pour accroître les revenus de leur famille, trouver des perspectives d'avenir ou accéder à une meilleure éducation. Mais la migration tourne parfois au cauchemar. Une partie de ces mineurs sont happés par les filières internationales de traite et loués par des trafiquants qui s'approprient leur salaire. Ils sont victimes de travail forcé, d'exploitation sexuelle, de mauvais traitements et d'autres abus.

Protégés, réintégrés et suivis

Quand ils parviennent à s'échapper ou que leur patron s'en débarrasse, ces enfants, sans ressources, sont livrés à eux-mêmes. Jusqu'ici, aucun mécanisme ne s'occupait de leur réintégration au niveau régional. C'est pourquoi la Fondation suisse du Service social international (SSI) a mis sur pied dès 2005 une structure de coopération transnationale, le Réseau Afrique de l'Ouest pour la protection des enfants. Établi initialement dans trois pays, celui-ci s'est progressivement étendu aux quinze États membres de

la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao).

Chaque année, le réseau prend en charge environ mille enfants et jeunes en difficulté âgés de 3 à 25 ans. Il les identifie, évalue leur situation psychosociale, puis organise leur retour si c'est dans leur intérêt. « Nous ne nous contentons pas de les raccompagner à la frontière », souligne Olivier Geissler, responsable de ce programme au SSI. « Nous faisons en sorte de les réintégrer dans un milieu familial et social, en leur proposant un projet éducatif ou professionnel. » Un suivi est assuré pendant au moins deux ans.

Dans chaque pays membre, le réseau compte une organisation partenaire, issue de la société civile, qui coordonne et supervise les activités des différents acteurs nationaux. Ces ONG siègent dans le comité de pilotage aux côtés des ministères concernés et de la Cedeao. « Pour l'instant, l'essentiel du travail est fait par les ONG, mais le but du réseau est de renforcer les capacités des gouvernements pour qu'ils assument leurs tâches de protection de l'enfance », indique M. Geissler. Afin d'harmoniser leurs pratiques, les quinze pays membres ont adopté des méthodes de travail et des normes communes. ■

Accompagner la mobilité des jeunes

La migration comporte des risques évidents pour les jeunes, les exposant à l'exploitation, aux abus et à la violence. Mais elle leur offre aussi la possibilité de contribuer au revenu de leur famille ou d'acquérir de nouvelles compétences. Ce fait a longtemps été occulté par les États, qui assimilaient souvent les déplacements d'enfants à la traite. Huit organisations de protection de l'enfance – dont Terre des hommes – ont analysé les aspects positifs et négatifs de la mobilité des jeunes en Afrique de l'Ouest. Leur étude, publiée en 2011, montre que la migration n'est pas un mal en soi. Il convient, selon les auteurs, d'accompagner ce phénomène plutôt que de le combattre. Des dispositifs de protection doivent être mis en place tout au long des itinéraires de la mobilité, pour que les enfants n'en subissent plus les effets néfastes.

www.tdh.ch/fr/documents, « Quelle protection pour les enfants concernés par la mobilité en Afrique de l'Ouest ? »

Reprendre pied après le tsunami et la guerre

Des familles de pêcheurs tentent de prendre un nouveau départ dans le nord du Sri Lanka. Chassées par la guerre et le tsunami, elles sont revenues s'établir dans leurs anciens villages. La DDC soutient la reconstruction d'écoles et d'habitations privées.



Andrea Kuenzly / aif

Le tsunami de décembre 2004 a fait un millier de morts et détruit d'innombrables maisons sur la presqu'île de Vadamarachchi East.

Dons records

Le tsunami de décembre 2004 a fait plus de 225 000 victimes. Les pays les plus durement frappés ont été l'Indonésie et le Sri Lanka, où le raz-de-marée a détruit des villages entiers sur la côte. Des centaines de milliers de personnes sont devenues d'un instant à l'autre des sans-abri. L'annonce de cette catastrophe a suscité un grand émoi à travers le monde ainsi qu'un afflux de dons destinés à l'aide d'urgence et à la reconstruction dans les zones sinistrées. En Suisse, la collecte organisée par la Chaîne du Bonheur a atteint le montant record de 227 millions de francs ; le total des dons publics et privés a dépassé 300 millions, dont 40% ont été investis au Sri Lanka.

(gn) Assis devant une modeste hutte couverte de feuilles de palmier, Jelomiyathas répare un filet. Il vit là avec sa femme et ses deux enfants. De la maison en béton qu'ils avaient bâtie après le tsunami avec l'aide financière d'une organisation internationale, seuls subsistent une partie des fondations et quelques murs chancelants. « Quand la guerre a repris en 2006, nous avons dû fuir. Nous avons été hébergés dans un camp à Jaffna », raconte ce pêcheur de 40 ans. « Je suis heureux que nous soyons de retour et que nous puissions vivre ici plus ou moins en paix. » Cependant, le revenu de Jelomiyathas n'est pas suffisant pour qu'il puisse reconstruire la maison familiale.

Tsunami et guerre font obstacle à la reconstruction

La presqu'île de Vadamarachchi East, à l'extrême nord-est du Sri Lanka, était autrefois une région animée, peuplée de paysans et de pêcheurs prospères. À partir de 1989, la guerre civile a contraint plusieurs fois les habitants à s'enfuir. Le tsunami du 26 décembre 2004 est survenu au cours d'une période relativement paisible, alors qu'une bonne

partie de la population était revenue dans les villages.

Le raz-de-marée a détruit la vie qui commençait à reflourir. Il a causé la mort d'un millier de personnes, rien que sur Vadamarachchi East. En 2006, la reprise des hostilités a mis brutalement fin au processus de reconstruction. Ce n'est qu'après la victoire de l'armée – composée en majorité de Cinghalais – sur les troupes rebelles des Tigres tamouls que le gouvernement a autorisé dès 2010 un retour progressif dans les villages détruits. Seule une poignée d'organismes étrangers – dont la DDC – ont décidé de soutenir cette deuxième tentative de reconstruction sur les ruines du tsunami. La Suisse intervient dans cinq villages, en suivant une nouvelle approche globale. Celle-ci implique la réalisation d'écoles et de jardins d'enfants, une aide à la réorganisation des communes, ainsi qu'un soutien technique et financier à la construction de maisons individuelles.

La coutume des faîtes décalés

Jelomiyathas fait partie des personnes qui reçoivent une aide individuelle pour reconstruire leur maison. « La DDC nous accorde un subside de 550 000 roupies (environ 3800 francs) », indique le pêcheur. En tant que maître d'ouvrage, il définit les dimensions et le plan du bâtiment, achète les matériaux de construction et engage des ouvriers. Des professionnels de la DDC le suivent pas à pas dans ce processus : ils lui fournissent notamment des conseils techniques et une formation pratique sous forme de cours. L'aide financière est versée par tranches, en fonction de l'avancement des travaux. « L'avantage de cette méthode, c'est que le bénéficiaire assume lui-même dès le départ la responsabilité de son habitation. Il peut en choisir la grandeur et le niveau d'aménagement. C'est beaucoup plus satisfaisant que de recevoir une maison clés en main », explique Martin Studer, chef de projet à la DDC.

Il est également essentiel de respecter les traditions locales. Ainsi, la plus grande pièce d'une maison hindoue est celle réservée à l'autel, qui se trouve en diagonale et le plus loin possible de la cuisine. En outre, le faîte du toit doit être décalé par rapport au centre du bâtiment, afin d'éviter des désa-



© Road Reports GmbH (2)

De retour dans leurs villages, des familles de pêcheurs prennent un nouveau départ : la DDC les aide à construire de solides maisons.



gréments. « Quand nous avons envoyé nos premiers croquis à Berne, nos collègues ont d'abord pensé que nous ne savions pas dessiner », s'amuse Martin Studer.

Constructions spéciales

Une impressionnante toiture à quatre pans protège ces nouvelles maisons contre les intempéries. Elle doit être capable de résister aux cyclones qui s'abattent régulièrement sur la région. Sa conception s'inspire du mode de construction local : très pentu afin de faciliter l'écoulement de la pluie, le toit est arrimé aux murs de la maison, lesquels sont renforcés au niveau du sol et des fenêtres par deux ceintures de béton armé. De telles mesures de stabilisation sont indispensables du fait que l'on construit ici littéralement sur le sable.

Ces étapes sont déjà achevées sur le chantier de Vallipuram et de sa femme Mahendraraga. Le conseiller de la DDC et le couple se réunissent pour préparer la phase suivante : le bois des cadres de portes et de fenêtres sera livré dans les prochains jours. Mahendraraga, qui a perdu son frère à la

guerre et son fils lors du tsunami, se réjouit de s'installer dans ce nouveau foyer. Les époux ont décidé de poser des dalles de pierre sur le sol et de carrelé la cuisine. Pour pouvoir s'offrir ces extras, ils devront contracter un prêt. « Certes, nous aurons de la peine à rembourser l'argent emprunté », reconnaît Mahendraraga. « Mais on ne reçoit une maison qu'une seule fois dans sa vie. »

Créer des emplois

Le programme de reconstruction de la DDC à Vadamarachchi East se poursuit jusqu'à fin 2015. La réhabilitation des infrastructures villageoises et l'aide à la construction des habitations individuelles sont des conditions essentielles à la réussite d'une nouvelle vie pour les exilés qui reviennent chez eux.

Cependant, le développement à long terme est tout sauf garanti, concède Martin Studer : « Les infrastructures ont été rétablies. On a une voie de chemin de fer, des routes, des écoles, des maisons. Ce qu'il faut maintenant, pour que les gens aient un avenir sur place et qu'ils restent, ce sont de nouveaux emplois, en dehors de la pêche et de l'agriculture. De plus, la province a besoin de stabilité politique et d'autonomie. » À cet égard, le gouvernement sri-lankais est appelé à créer un cadre favorable. Il devra aussi donner les impulsions nécessaires pour relancer le développement économique et politique dans les régions du nord meurtries par la guerre civile. ■

(De l'allemand)

Aide en espèces pour la reconstruction

Dans le cadre d'un programme lancé par le gouvernement sri-lankais, les familles ayant perdu leur maison lors du tsunami ont reçu une aide financière directe pour la reconstruire. La DDC s'est associée avec la Chaîne du Bonheur, la Croix-Rouge suisse et l'EPER pour soutenir 10 500 propriétaires dans les districts de Matara et de Trincomalee. Les familles touchaient 1000 dollars si leur maison nécessitait des réparations et 2500 dollars s'il fallait la rebâtir entièrement. L'argent était versé par tranches. Les organisations d'entraide accompagnaient les travaux. Depuis 2010, la reconstruction dans le nord fonctionne selon le même principe. L'Aide humanitaire de la DDC intervient dans 38 villages. Elle applique une approche globale qui – au-delà de la construction de maisons – doit ramener la vie dans les villages détruits.

DDC interne



Nouvelle vice-directrice et cheffe de la coopération avec l'Est

(bf) Elisabeth von Capeller, 53 ans, a été nommée fin août vice-directrice de la DDC et cheffe du domaine Coopération avec l'Europe de l'Est. Le Conseil fédéral lui a en outre conféré le titre d'ambassadrice pour l'exercice de cette fonction. Elle était depuis 2011 responsable de la division Asie

du Sud, qui constitue au sein de la DDC un centre de compétence sur les conflits et les droits de l'homme. Après des études d'ingénierie agronome à l'EPFZ et des activités de recherche, M^{me} von Capeller a entamé une carrière dans la coopération au développement. Elle a commencé par travailler pour la DDC en qualité de *junior programme officer*, puis est entrée au service de l'œuvre d'entraide Action de Carême. De retour à la DDC, elle s'y est occupée des thématiques genre, utilisation durable des ressources, conflits et droits de l'homme. Après avoir exercé diverses fonctions à Berne, elle a dirigé le bureau de coopération au Népal.

Roumanie : combattre la traite d'êtres humains

(kelli) Sept ans après l'adhésion à l'UE, la lutte contre la traite d'êtres humains et le crime organisé qui lui est lié reste l'un des principaux défis de la Roumanie. Ce fléau est visible également en Suisse : 43% des cas découverts en 2013 trouvent leur origine en Roumanie. La DDC y finance deux projets de lutte contre la traite d'êtres humains. L'un vise à renforcer la coopération policière entre les deux pays pour l'identification et la répression de ces activités criminelles. L'Office fédéral de la police (fedpol) et la police cantonale genevoise mettent leurs compétences et leur expérience au service de ce premier projet. Le second consiste à soutenir des ONG roumaines qui s'occupent des victimes de la traite et contribuent à leur réintégration.

Durée du projet : 2014-2018

Volume : 2,5 millions CHF

Puits contaminés à l'arsenic

(jah) Les eaux souterraines

sont souvent perçues comme étant de qualité irréprochable. Pourtant, elles peuvent parfois contenir des concentrations élevées de substances chimiques, naturellement présentes dans les sols. L'arsenic ou les fluorures d'origine géologique contaminent environ 10% des puits. Leur consommation sur une longue période peut engendrer des maladies graves, en particulier chez les personnes souffrant de malnutrition. Avec l'appui de la DDC, l'institut suisse de recherche sur l'eau Eawag développe une plateforme sur laquelle seront publiées des évaluations de la qualité des eaux souterraines. Il est prévu de diffuser également sur ce site des cartes géographiques recensant les zones touchées, ainsi que des



DDC

analyses et des recommandations d'action. Les informations mises à disposition serviront d'aide à la prise de décision. Elles sensibiliseront les organisations internationales et les gouvernements concernés.

Durée du projet : 2014-2016

Volume : 1,5 million CHF

La DDC s'engage contre le virus Ebola

(ung) Face à l'épidémie de fièvre hémorragique Ebola, qui frappe plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, l'Aide humanitaire de la Confédération a décidé d'allouer un total de 3,65 millions de francs aux efforts internationaux de riposte. Les financements seront attribués notamment à Médecins sans frontières – Suisse pour son intervention dans le nord du Liberia et au Programme alimentaire mondial qui réalise un programme régional destiné à contrer la crise alimentaire, conséquence collatérale de l'épidémie. Une partie de l'aide financera également des vols humanitaires régionaux. Le soutien de la DDC a déjà permis d'acheminer rapidement du matériel sur place et de mener des campagnes d'information auprès des populations. D'autres actions sont à l'étude et seront mises en œuvre très rapidement.

Durée du projet : mars-octobre 2014

Volume : 3,65 millions CHF

Augmentation de l'aide humanitaire à Gaza

(ung) La DDC a dédié un total de 4,15 millions de francs afin de répondre aux besoins humanitaires créés par le conflit qui a éclaté en juillet dernier à

Gaza. Ce montant a été alloué au Comité international de la Croix-Rouge et à des agences onusiennes, comme le Programme alimentaire mondial. Les contributions de la DDC appuient les efforts de la communauté internationale visant à évacuer et à soigner les civils blessés, réparer les infrastructures sanitaires, distribuer de la nourriture aux familles et acheminer du matériel médical d'urgence.

Durée du projet : juillet-décembre 2014

Volume : 4,15 millions CHF

De bonnes graines pour les paysans tchadiens

(wme) Au Tchad, les céréales sont la principale production des exploitations familiales. Elles constituent également la base de leur alimentation. Les



semences de qualité sont toutefois difficiles à obtenir. Les producteurs s'approvisionnent à partir de leur récolte ou achètent des graines peu fertiles. Un projet de la DDC vise à améliorer l'accès des agriculteurs à des semences de qualité, afin d'intensifier leur production et d'augmenter leurs revenus. En tout, 2 millions de paysans de quatre régions au climat sahélo-soudanien bénéficieront du renforcement des acteurs publics et privés actifs dans les filières d'approvisionnement.

Durée du projet : 2014-2018

Volume : 6,4 millions CHF

Quel avenir pour l'Afghanistan ?

Des milliards ont afflué ces dernières années vers l'Afghanistan. Si une partie de ces fonds étaient destinés à la coopération au développement, l'essentiel a financé la présence militaire de l'OTAN. Le retrait de ces troupes ouvre des perspectives, mais comporte aussi des dangers, comme l'explique Marianne Huber, cheffe du bureau de coopération de la DDC à Kaboul. Entretien avec Gabriela Neuhaus.



C. Bohl/Hollandse Hoogte/laif

Manque d'infrastructures, conflit interne, économie en berne – le gouvernement afghan est confronté à des défis d'une ampleur incroyable.

Un seul monde: Le retrait des troupes internationales fera-t-il de 2014 une année décisive pour l'Afghanistan?

Marianne Huber: La véritable coupure, c'est que Hamid Karzai, après dix ans au pouvoir, ne sera plus président. Le nouveau gouvernement fera certaines choses différemment, ce qui est une source d'espoir. Le départ des troupes étrangères vient s'ajouter à cela. D'ailleurs, il se fait par étapes et est en cours depuis quelque temps déjà.

Les médias dressent un sombre tableau de la situation: hausse de la violence, absence de perspectives économiques. Quelle est votre perception?

Le fait que la population afghane ait considéré l'élection présidentielle de ce printemps comme une chance incite à l'optimisme. Un nombre surprenant de citoyens ont osé se rendre aux urnes, malgré un temps exécrable et les menaces proférées par les talibans. De longues files d'attente se sont formées devant les bureaux de vote. Les Af-

ghans ont dit clairement non à la régression et aux talibans. Cette participation massive a été l'un des signaux les plus positifs des douze dernières années. Elle a montré que la population trouve un sens à la participation politique et veut s'ouvrir sur un monde plus vaste.

Cette aspiration populaire est-elle réalisable?

On ne sait pas ce que les années à venir apporteront. La situation économique est mauvaise. La moitié de la population a moins de 15 ans. De quoi vivra cette nouvelle génération à l'avenir? À cela s'ajoute le conflit interne avec les groupes militants. Le nouveau gouvernement est confronté à des défis d'une ampleur incroyable. Le minimum indispensable, c'est qu'après le retrait des troupes, la communauté internationale s'engage dans la durée et soit prête à garantir une certaine continuité. Mais cela ne pourra se faire que si le futur gouvernement afghan prend des mesures radicales en matière de lutte contre la corruption et de recettes fiscales.



Marianne Huber a passé sa jeunesse en Iran et dirige depuis 2012 le bureau de coopération de la DDC à Kaboul. La Suisse est un donateur modeste en Afghanistan, mais elle a l'avantage de présenter un profil clair de partenaire de développement qui ne poursuit aucun objectif militaire. Après le renversement du régime taliban, elle s'est surtout occupée, dans une première phase, d'aide humanitaire. Depuis 2004, son programme cible plutôt le développement à long terme et la reconstruction. En étroite collaboration avec des organisations partenaires, la DDC soutient en priorité les catégories sociales défavorisées. Elle s'emploie à promouvoir le respect des droits de l'homme et la bonne gouvernance. La Suisse fait partie des rares donateurs qui prévoient une intensification de leur engagement après 2014.



La présence internationale a aussi eu des effets positifs : des progrès ont été enregistrés dans le domaine de l'éducation notamment et la qualité des forces de sécurité s'est améliorée.

Peut-on l'espérer ?

Les donateurs internationaux se sont engagés à soutenir l'armée et la police afghanes à hauteur de 4 milliards de dollars par année jusqu'en 2017. Ils consacreront 4 autres milliards au développement socioéconomique du pays. Cette aide est vitale dans la mesure où l'État afghan ne peut pas financer lui-même les coûteuses forces de sécurité et les services publics tels que l'éducation et la santé. Mais dans l'ensemble, les moyens alloués vont diminuer considérablement. Quand on voit les sommes qui se sont évaporées ces dernières années en raison de la corruption, la question se pose toutefois de savoir combien d'argent il faut vraiment. Si tous les fonds arrivent à bon port et sont bien utilisés, les ressources disponibles suffiront largement. Mais il est nécessaire pour cela de juguler efficacement la corruption, une démarche aussi indispensable que complexe. L'économie de guerre qui a surgi ces dernières années dévore des sommes astronomiques. Elle implique notamment une foule de conseillers bien payés. Recrutés par des agences internationales, ces derniers forment une sorte d'administration parallèle, en concurrence avec les fonctionnaires du pays.

Cela signifie que l'« aide internationale » a fait des dégâts ?

Pas seulement, bien sûr. Lorsqu'on pose la question aux Afghans, ils constatent des progrès manifestes par rapport aux années 90. Mais l'énorme afflux d'argent a engendré des excès et saboté bien des initiatives personnelles. L'attitude de la population rurale en est une illustration : s'il y a quelque

chose à acheter ou à réparer, on ne bouge pas, on attend l'arrivée du donateur. Auparavant, les gens se débrouillaient par eux-mêmes. Chaque printemps, par exemple, les villageois remettaient ensemble en état les systèmes d'irrigation. Cette culture est aujourd'hui gravement compromise. Dans nombre de projets, on paie encore les gens pour qu'ils participent à une assemblée. De telles mesures sont calamiteuses. En même temps, les habitants se demandent où est passé tout cet argent, vu que rien ne s'est amélioré dans leurs villages.

Comment expliquer cela ?

À partir de 2009, lorsque les Occidentaux ont encore renforcé pour un an et demi leur présence militaire, ils ont aussi accru les moyens financiers destinés à des projets de développement civils. Ils espéraient ainsi rallier la population au gouvernement en place et couper l'herbe sous les pieds des insurgés. Durant cette phase, trop d'argent a afflué en un laps de temps trop court. La dotation de nombreux projets se comptait en dizaines de millions de dollars, des sommes qu'il fallait dépenser impérativement en l'espace d'une année – sans perspective à long terme. Dès lors, les responsables des projets avaient pour préoccupation principale de conclure autant de contrats que possible afin d'épuiser ces crédits. Les résultats avaient une importance secondaire. C'est ainsi que des montants considérables, prévus pour la construction de routes, d'écoles ou d'hôpitaux, ont rempli toutes sortes de poches.

C'est contraire aux règles élémentaires du

Des infrastructures réalisées par la population

La DDC entend investir une partie des fonds prévus pour l'Afghanistan dans des projets novateurs qui contribueront au développement rural tout en créant des emplois. À titre d'exemple, elle introduit dans des régions de montagne des technologies adaptées à la situation locale, afin de protéger des coteaux surexploités et érodés contre une dégradation accrue par des pluies torrentielles. Les habitants exécutent eux-mêmes les importants travaux nécessaires pour prévenir les chutes de pierres et les coulées de boue, ce qui leur procure des revenus. Simultanément, ils se chargent ainsi de sécuriser leur cadre de vie. Dans une étape ultérieure, la faculté d'agriculture de l'Université de Bamiyan sera impliquée dans ce projet : des étudiants passeront quelques jours dans un village de montagne ; leur formation prendra ainsi une dimension concrète et pratique.



Beth Wald/Aurora/laif (2)

La participation élevée aux élections présidentielles d'avril dernier a montré clairement que la population trouve un sens à la participation politique et veut s'ouvrir sur un monde plus vaste.

développement durable. Comment en est-on arrivé là ?

Après la défaite des talibans fin 2001, l'Afghanistan a très vite installé – sous la conduite des États-Unis – une démocratie présidentielle selon le modèle américain. Les chefs de guerre victorieux y occupaient d'importantes fonctions dirigeantes, probablement parce que l'on craignait de s'engager pour vingt ou trente ans. Pourtant, cela aurait été nécessaire afin de permettre un développement durable. Quand les talibans ont repris du poil de la bête, dès 2005, on a misé sur la carte militaire.

La présence internationale a-t-elle aussi eu des effets positifs ?

Grâce aux sommes investies dans la formation et l'équipement de la police et de l'armée, la qualité des forces de sécurité afghanes s'est améliorée. Des progrès ont été enregistrés également dans l'éducation et la santé. Actuellement, 48% des filles et 64% des garçons savent lire et écrire. Certes, c'est encore bien trop peu. Mais chez leurs parents, la proportion est de 10% pour les femmes et de 25% pour les hommes.

Où en est-on actuellement sur le plan de la sécurité ?

Les régions où les talibans ne possèdent aucune base sont relativement sûres. L'influence de la police et de l'armée afghanes varie toutefois beaucoup à travers le pays. Ainsi, les talibans regagnent du terrain dans bien des régions où les troupes internationales se sont déjà retirées. Il s'agit en l'occurrence de groupes militants autonomes qui se foca-

lisent sur une logique guerrière et ne manifestent aucun intérêt pour des solutions politiques. Un peu partout, la culture de l'opium reprend, en l'absence d'autres perspectives économiques. Il est devenu impossible de contrôler les imbrications entre économie souterraine et lutte idéologique.

Quelles seront les priorités des donateurs internationaux après le retrait des troupes internationales ?

Le retrait de la FIAS marque la fin de l'approche militaire et civile intégrée. Il s'agira donc de poursuivre le désenchevêtrement des activités de développement et des investissements dans les organes de sécurité afghans. Cela prendra du temps, mais c'est un pas dans la bonne direction. Au cours des prochaines années, de nombreuses prestations étatiques seront encore financées par l'aide internationale au développement. Simultanément, les donateurs devront exercer une pression accrue sur l'État pour qu'il combatte activement la corruption et trouve ses propres sources de financement – recettes douanières, par exemple. Il faudra continuer de travailler là où l'on a déjà obtenu certains résultats : des efforts concertés sont nécessaires pour améliorer encore le système éducatif et le secteur de la santé. Plus urgent que jamais, le développement économique requiert des conditions-cadres favorables, notamment la sécurité du droit. Les tâches à accomplir sont gigantesques, mais nous ne devrions pas sous-estimer la flexibilité et le courage de la population afghane. ■

(De l'allemand)

Retrait complet d'ici la fin de l'année

Créée en 2001 par le Conseil de sécurité des Nations Unies, la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) est placée sous l'égide de l'OTAN. Des troupes en provenance de 49 nations ont ainsi été stationnées au cours des douze dernières années sur tout le territoire afghan. La mission de la FIAS était d'assurer la sécurité par des moyens militaires et d'accomplir des opérations de reconstruction. Elle a formé 350 000 membres de la police et de l'armée afghanes, qui ont pris en charge par étapes la sécurité du pays. Les soldats internationaux auront quitté l'Afghanistan à la fin de 2014. Environ 12 000 experts étrangers continueront d'appuyer ces prochaines années les agents de sécurité locaux, dans l'espoir d'empêcher la dégradation d'une situation qui reste précaire.

Mes chaussures « muettes » sur la vieille neige gelée

Au cœur de l'hiver, bien à l'abri dans sa yourte feutrée, la bergère vaquait à ses occupations quotidiennes. Elle faisait régner une ambiance chaleureuse et paisible dans l'habitation. Il lui arrivait parfois de confectionner un habit de fête avec des tissus de valeur. D'autres fois, elle décousait les vêtements usés de ses enfants pour en créer de nouveaux à partir de mille chiffons disparates. Pour ce faire, elle puisait dans un sac en coton matelassé, de forme cylindrique, qu'elle gardait toujours à portée de main. Outre des dés à coudre, du fil, des épingles et des aiguilles, la bergère y conservait des chutes de diverses étoffes, le plus souvent en soie. Le sac lui-même, cousu dans une toile fauve clair, était parsemé de multiples coupons de toutes les couleurs, artistiquement disposés. Le fond, mesurant 35 cm de diamètre, était constitué d'un épais coutil surpiqué, dont la couleur orange foncé complétait parfaitement l'ensemble.

Lorsque la jeune fille entra dans la yourte en courant, ses yeux curieux perçurent aussitôt le sac de coton qui trônait aux pieds de la bergère, sur le sol recouvert de peaux d'animaux. De loin, cet objet ressemblait à un enfant de cinq ans, que l'on venait de cajoler et qui était couché à plat ventre, la tête en bas, sur une colline escarpée. Il laissait s'échapper des restes de tissus aux couleurs aussi variées que les petites pierres que l'on aperçoit dans le lit d'un ruisseau par une belle journée d'été. Les rayons du soleil se faufilaient par l'ouverture du toit. Des dés à coudre, richement décorés d'innombrables points de broderie, étaient éparpillés sur le sol. La bergère les avait confectionnés avec du cuir provenant du cou d'un taureau ou d'un mouton, et en avait cousu les extrémités avec du fil de tendon de bœuf. Un seul dé était en métal. Lisse et brillant comme un sou neuf, il ressemblait à un intrus et restait délaissé.

À côté des dés se trouvait un rouleau de feutre, à la fois dense et finement comprimé. Il était hérissé d'aiguilles : des épaisses, des fines, des longues, des courtes... Celles destinées à coudre le feutre et les peaux brutes mesuraient jusqu'à 20 cm de long. Quant au rouet, c'était un objet tout à fait particulier. Lorsqu'une bergère arrivait au terme de sa vie, elle le transmettait à une jeune fille qui l'utilisait alors avec le plus grand soin.

La bergère maniait habilement son rouet pour créer des fils colorés à partir de diverses fibres : tendons de bœuf, laine de mouton ou de chameau, coton et soie. Tous ces fils, qu'ils soient fins, grossiers, solides, lisses, fermes ou souples, constituaient de précieuses réserves. La bergère mettait de côté ses plus beaux trésors pour en faire cadeau à de jeunes paysannes. Les femmes plus âgées recherchaient plutôt les fils faits de tendons de bœuf, nécessaires pour coudre les semelles des chaussures en feutre. « Mes doigts ressemblent à ceux d'une araignée. Je ne peux plus travailler la belle soie fine », lui confia un jour une vieille dame. La bergère se contenta de hausser les épaules et, comme Albert Einstein à l'époque, tira la langue d'un air mutin. Les chaussures en feutre étaient pourvues de semelles en cuir de cou de bœuf. La jeune fille portait justement ce type de mocassins, discrets et « muets », depuis qu'elle savait marcher. Elle les avait toujours aux pieds des années plus tard, durant ce bel hiver où elle a suivi un cours d'allemand.



Gangaamaa Purevdorj Delgerinkhen vit à Erdenet, la deuxième ville de Mongolie. Dixième de douze enfants, elle est née en 1967 dans le district de Saikhan. Elle a passé les huit premières années de sa vie dans la yourte de ses parents, des éleveurs nomades. Après sa scolarité, elle est partie pour l'Allemagne. Elle a étudié les sciences politiques et l'allemand à l'Université technique de Dresde, puis l'ethnologie comparative à l'Université de Ratisbonne. Gangaamaa Purevdorj a déjà écrit plusieurs livres (non traduits en français), dont le dernier, *Die vier Zeiten meiner Mongolei*, est paru cette année aux éditions Spielberg, à Ratisbonne. Elle tient des conférences et des lectures dans l'espace germanophone.

sens en éveil. À force de tours et de détours, la jeune fille parvint à se construire. Elle acquit l'assurance physique et psychique qui lui apprit à s'écouter, à trouver son équilibre et parfois même à rebrousser chemin. Ses deux réalités, l'une tendre, l'autre ferme, se sont bientôt réconciliées. Et la seconde lui réserva même très vite de fort belles surprises. En y repensant, la jeune femme a l'impression que la vieille neige gelée de son enfance lui a naguère chuchoté tout le savoir et la sagesse dont une bergère a besoin pour traverser l'existence. ■

(De l'allemand)

Ces chaussures en feutre lui permirent de glisser dans la vie, comme sur de la neige gelée, et de garder constamment ses cinq



Hans Walther

Regards croisés sur la coopération

Une exposition itinérante présente des caricatures consacrées à la coopération internationale. Organisée par Latitude 21, la fédération neuchâteloise de coopération au développement, elle a déjà été présentée dans plusieurs villes romandes, à Berne et au Tessin. Cette tournée se terminera en décembre à Genève.



William Rasoanaivo, alias Pov, Madagascar

(jls) Latitude 21 a invité des dessinateurs de presse originaires de Suisse romande et d'Afrique francophone, ainsi que des lycéens neuchâtelois, à évoquer le thème de la coopération par le biais du dessin. Sur plus de 300 contributions reçues, elle en a retenu 72, dont 19 réalisées par des étudiants et 53 par des professionnels.

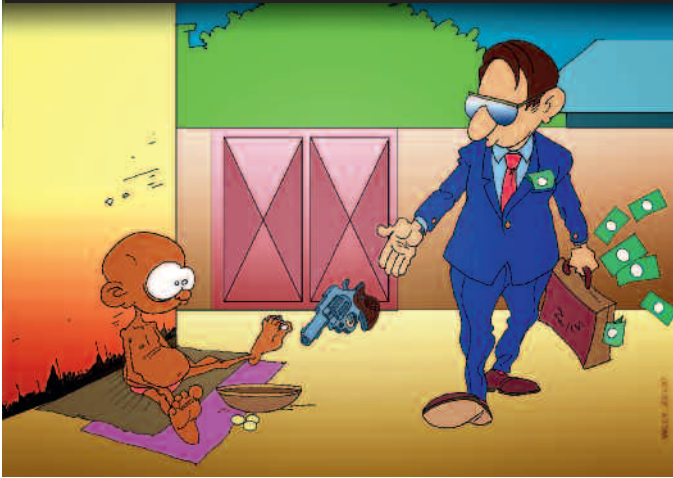
Ces œuvres ont été classées selon trois axes thématiques. Une première catégorie de caricatures fait le constat de situations vécues dans les pays en développement, comme la pauvreté, la faim ou le manque d'eau potable. D'autres dessins dénoncent le déséquilibre des rapports Nord-Sud et l'exploitation des ressources des pays en développement. Le troisième thème est celui de la coopération: les auteurs évoquent notamment son financement, ses motivations et l'inadéquation de l'aide par rapport aux besoins réels des populations.

Informations complémentaires: www.latitude21.ch



Tony Marchand, alias Tony, Suisse

L'AIDE INTERNATIONALE CORRESPOND-ELLE TOUJOURS AUX BESOINS REELS DES POPULATIONS ?



Willy Mouélé, alias Willy Zekid, Congo



Serena Monterastelli, Lycée Jean-Piaget, Neuchâtel



Philippe Becquelin, alias Mix & Remix, Suisse



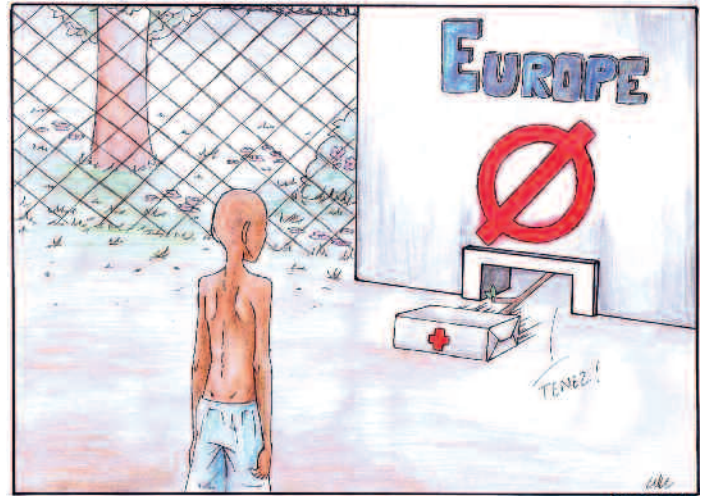
Gérald Hermann, alias Hermann, Suisse



Albert Luba Ntotila, alias Luba, RDC



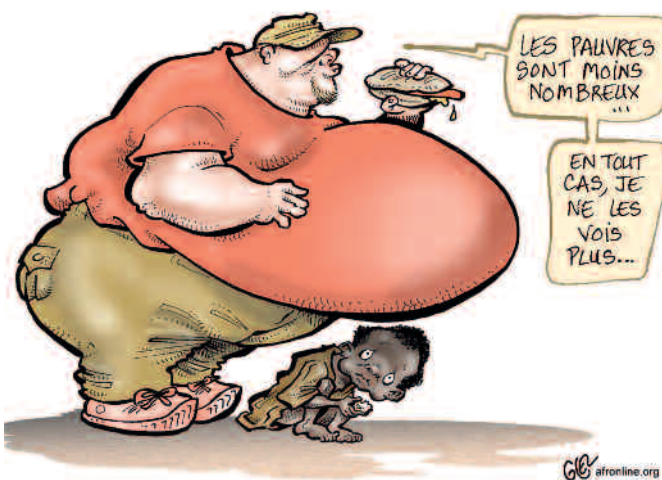
Carlo Schneider, alias Schneider, Suisse



Ceara Marron, Lycée Blaise-Cendrars, La Chaux-de-Fonds



Pauline Agustoni, Lycée Blaise-Cendrars, La Chaux-de-Fonds



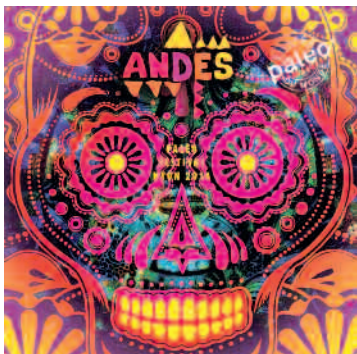
Damien Glez, alias Glez, Burkina Faso



Patrick Chappatte, alias Chappatte, Suisse

Service

Musique



Survol des Andes

(er) En 2014, la Cordillère des Andes était l'invitée du Village du Monde au Paléo Festival de Nyon. Une compilation retrace cet événement musical qui a rassemblé des artistes venus de tous les pays andins. La chanteuse argentine Mariana

Yegros allie électro, cumbia et milonga pour en faire un style unique sur lequel elle pose sa voix aiguë et sensuelle à la fois, la faisant chalouper sur des rythmes chamamé. La Vénézuélienne Luzmira Zerpa et son groupe Family Atlantica mêlent rumba cubaine, highlife et blues africains avec les chants traditionnels de leur pays pour entrer dans une transe tropicale et funky. Le trio masculin Matanza, du Chili, mêle la tradition de la flûte de pan et des tambours avec le son de synthétiseurs. Les treize autres morceaux de la compilation *Andes* sont tout aussi grisants et entraînants. Ce riche éventail sonore, qui mêle urbanité et tradition, est fascinant. De la joie de vivre à l'état pur !

Divers artistes : « Andes – Paléo Festival Nyon – Village du Monde 2014 » (Paléo Festival Nyon/Disques Office)

Le rap de Chocolate City

(er) Lorsqu'il pleut sur Kibera, l'un des plus grands bidonvilles du monde, la poussière qui couvre les toits rouillés des cahutes ressemble à du chocolat. C'est ici, à « Chocolate City », près de Nairobi, qu'a grandi et vit toujours le chanteur Henry Ohanga. Ce rappeur de 27 ans est plus connu sous le nom d'Octopizzo, car son animal préféré est la pieuvre (*octopus* en anglais) qui serait, avec ses huit tentacules, « l'animal le plus puissant de la mer ». Son succès local

Ivo Ivo (c'est comme ça) l'a fait connaître en 2012 loin au-delà de l'Afrique orientale. Aujourd'hui, l'artiste part à la conquête de l'Europe avec son premier album. Que ce soit en swahili ou en *sheng*, l'argot kenyan né dans le ghetto de Kibera, sa voix chaude et profonde porte des paroles engagées sur la vie quotidienne, mais évoque aussi des affrontements sanglants. Les morceaux parlés sont soulignés par des sonorités soul d'inspiration américaine et des refrains parfois un tantinet crapuleux. D'impressionnantes voix féminines ne font qu'ajouter au plaisir de l'écoute.

Octopizzo : « Chocolate City » (Out Here Records/Musikvertrieb)

Enquête dans les steppes d'Anatolie

(bf) En mai dernier, le réalisateur turc Nuri Bilge Ceylan a remporté la Palme d'Or à Cannes

Films



pour son dernier film, *Winter Sleep*. Le public du festival fut unanime : c'est un chef-d'œuvre qui a largement mérité son prix. Le cinéaste est loin d'être un inconnu. En 2012, il a déjà été récompensé à Cannes pour *Il était une fois en Anatolie*, un film qui, derrière une trame policière, explore les secrets d'une région reculée de Turquie. L'histoire se déroule quelque part dans les steppes de l'Anatolie : un juge d'instruction enquête sur un meurtre, cherchant à établir les faits. La police arrête les suspects. Un médecin doit procéder à l'autopsie. Mais où l'assassin a-t-il donc enterré le corps de sa victime ? L'intrigue se déroule pour ainsi dire au ralenti, s'insérant comme une chorégraphie dans le paysage et la nuit. Au fond, le film traite de gouvernance locale en Anatolie et il serait difficile d'en broser un portrait plus saisissant.

Nuri Bilge Ceylan : « Il était une fois en Anatolie », version originale en turc, sous-titrée en allemand et en français. Le dernier film de ce réalisateur, « Winter Sleep », est à découvrir dès fin novembre dans les cinémas. Commandes DVD et informations : www.trigon-film.org ou tél. 056 430 12 30

Une traversée meurtrière

(dg) Dans un village côtier du Sénégal, un groupe hétérogène d'une vingtaine d'hommes embarquent sur une pirogue. Chacun d'eux a des raisons différentes de quitter le pays. Sur ce bateau de pêche mal équipé, ils comptent rejoindre les îles Canaries, en territoire espagnol. Commencée par beau temps, la traversée ressemble tout d'abord à un voyage d'agrément, mais elle vire à la catastrophe lorsque la tempête se lève. L'eau et l'essence viennent à manquer, le moteur tombe en panne, plusieurs hommes passent par-dessus bord et se noient. Les



garde-côtes espagnols viennent au secours des survivants, mais ceux-ci sont aussitôt renvoyés au Sénégal par avion. Le documentaire *La Pirogue* accompagne les migrants africains dans leur pénible voyage vers l'Europe. Filmé en grande partie sur l'embarcation, ce long métrage permet au spectateur de vivre de près le drame des migrants et montre la tragique réalité qui se cache derrière les statistiques. Il a obtenu en 2012 le Tanit d'Or, récompense suprême décernée aux Journées cinématographiques de Carthage.

Moussa Touré : « La Pirogue », Sénégal/France, 2012. Informations et conseils : education21/Films pour un seul monde, tél. 031 321 00 30, www.filmceinewelt.ch

Romance aigre-douce au Zimbabwe

Livres

(jls) Vimbai, une mère célibataire est la reine d'un salon de coiffure chic à Harare, la capitale du Zimbabwe. Ses doigts de fée font le bonheur des clientes. Jusqu'au jour où la patronne engage un nouveau coiffeur. Surdoué, beau et attentionné, Dumisani va très vite la détrôner. Vimbai est jalouse de ce rival, mais ne peut s'empêcher de tomber sous son charme. Ils deviennent très proches. Les riches parents de Dumisani sont ravis d'apprendre que leur fils a une petite amie, même si celle-ci est issue d'un milieu modeste. Ce que Vimbai ne sait pas encore, c'est que Dumisani se sert de leur relation pour dissimuler son homosexualité. Dans son premier roman, l'auteur zimbabwéen

Tendai Huchu ne se contente pas de raconter une romance aigre-douce et les cancans d'un salon de coiffure. Il dénonce l'homophobie viscérale qui règne dans son pays, où l'homosexualité est illégale. Il propose également une peinture implacable de la vie quotidienne, marquée par l'hyperinflation, les pénuries alimentaires et la corruption.

Tendai Huchu : « *Le meilleur coiffeur de Harare* », 2014, éditions Zoé, Carouge

Sagesse orientale

(bf) Les poèmes de Jalal ad-Din Muhammad Balhi, dit Rumi, un théologien persan qui a vécu au 13^e siècle, ignoraient les limites géographiques ou ethniques. La jeune dessinatrice iranienne Rashin Kheiriyeh a adapté et illustré l'un de ses textes, afin d'en faire un livre pour enfants. Ce poème raconte l'histoire d'un riche marchand qui adore son perroquet, lui offre des mets succulents et le garde dans une cage en or; mais l'oiseau est triste, il rêve de retrouver

sa liberté. Drôle et percutant, le livre *Two Parrots* est un conte aussi intemporel que fantastique sur la liberté et la captivité, l'amitié et la sagesse, la vie et la mort. Il existe également en version allemande. Rashin Kheiriyeh a déjà été récompensée à plusieurs reprises pour ses dessins qui paraissent dans des journaux comme le *New York Times* et *Le Monde diplomatique*. En 2011, elle a remporté la Pomme d'Or à la Biennale internationale de l'illustration de Bratislava.

Rashin Kheiriyeh : « *Two Parrots* », North-South Books, New York, 2014; « *Der Kaufmann und der Papagei* », NordSüd Verlag, Zurich, 2014

Des visionnaires qui ont fait l'Afrique

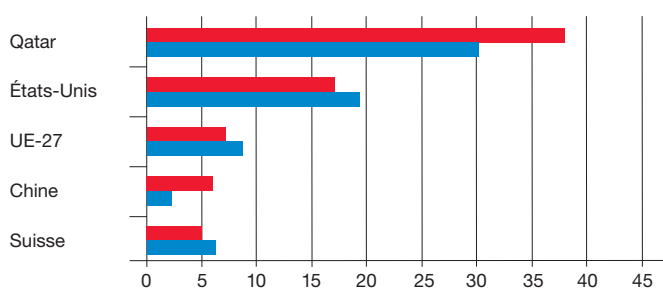
(bf) Le livre *Visionäre Afrikas* présente les portraits de 42 personnalités africaines exceptionnelles, issues de 23 pays. Des hommes et des femmes admirés, respectés et aimés pour avoir eu une idée et pour l'avoir poursuivie jusqu'à atteindre leur objec-

tif. Tous se sont engagés pour leur village, leur région ou leur pays. Si une partie de ces visionnaires ont été actifs dans un cadre local, d'autres sont mondialement connus. C'est le cas, par exemple, du musicien nigérian Fela Kuti, de l'écologiste kenyane Wangari Maathai, prix Nobel de la paix en 2004, ou du militant anti-apartheid sud-africain Steve Biko. L'ouvrage présente également des figures historiques, telles que Yennenga, la fondatrice du royaume mossi. Les portraits ont été rédigés par des auteurs africains. On trouve parmi eux l'Ivoirienne Véronique Tadjó, la Burkinabè Monique Ilboudo, le Togolais Sami Tchak et le Camerounais Patrice Nganang. Le livre a été édité sous la direction de Moustapha Diallo. Cet auteur, né au Sénégal, vit aujourd'hui en Allemagne. Il est titulaire d'un doctorat en langue et littérature allemandes.

Moustapha Diallo (éd.) : « *Visionäre Afrikas* », éditions Peter Hammer, 2014

Émissions de CO₂ dues à la combustion d'énergies fossiles

■ Tonnes par habitant en 2011 ■ Tonnes par habitant en 1990



Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Martin Dahinden (responsable)
Catherine Vuffray (coordination globale)
Marie-Noëlle Bossel, Beat Felber, Sarah Jaquéry, Pierre Maurer, Christina Stucky, Özgür Ünal

Rédaction :

Beat Felber (bf-production)

Gabriela Neuhaus (gn), Jane-Lise Schneeberger (jls), Mirella Wepf (mw), Ernst Rieben (er), Luca Beti (version italienne)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de :

Rectification

Une erreur d'ordre technique s'est glissée dans le dernier numéro d'*Un seul monde*. Le graphique de la page 19 ne reflétait pas correctement les émissions de CO₂ par habitant de la Suisse. Celles-ci ont diminué, et non pas augmenté, entre 1990 et 2011. Voici un extrait corrigé du diagramme.

DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne, Courriel : deza@eda.admin.ch Tél. 058 462 44 12 Fax 058 464 90 47 www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 51 200

Couverture : une électrique péruvienne montre son doigt trempé dans l'encre, prouve qu'elle a voté; Brian L. Frank/Redux/laif

ISSN 1661-1675

Coup de cœur



Theartek.com

Immersion dans d'autres cultures

Où qu'elle aille, l'artiste zurichoise Maja Hürst emporte son inimitable style Tika. Elle parvient à faire parler les lieux et les gens.

Sans être véritablement « accro » aux voyages, je ressens une sorte de nostalgie des contrées lointaines. L'art dans la vie consiste à apprécier ce que l'on a autour de soi et à transformer le besoin impérieux de partir en bonheur de l'anticipation. J'ai appris à le faire très jeune, puisque j'ai grandi entre Le Caire et Cologne, en ayant toujours un pied à Zurich. En ce moment, j'aimerais pouvoir changer d'endroit tous les trois mois : Berlin, Rio, Zurich et ailleurs. J'adore me plonger dans des cultures différentes. Les lieux et les traditions me fascinent. Aujourd'hui, tout le monde vit partout, les localités et leur ambiance tendent à se ressembler de plus en plus. Le monde globalisé offre bien des avantages et j'en profite, mais j'aime sentir le passé d'un endroit. Savoir que je suis le maillon d'une longue chaîne m'apaise. C'est ce qu'expriment mes travaux. Je transpose des contes et des légendes locales dans mon langage pictural Tika, aussi bien à l'intérieur de mon atelier que dans les espaces publics.

(Propos recueillis par Gabriela Neuhaus)

« Les réclamations adressées aux administrations communales se multiplient, c'est bon signe. »

Valbona Karakaçi, page 14

« Stolipinovo est une bombe sociale à retardement, qui explosera d'ici quelques années si rien n'est fait. »

Asen Karagyzov, page 18

« Je vais travailler dans une ambulance. Je ferai partie d'une équipe de premiers secours pour la réanimation de l'espoir. »

Anton Andonov, page 22
